

EMPLOI, SALAIRES, DROITS SOCIAUX



ET DANS LA RUE!

Dossier

**VACCINS ANTI-COVID,
DES BIENS COMMUNS
À DÉFENDRE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Emmurez cette misère que
l'on ne saurait voir

Page 2

PREMIER PLAN

Sommet «Afrique-France».
À Montpellier, mobiliséEs
contre l'impérialisme
français!

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. Protestations contre la
politique d'immigration de Biden et
le traitement des HaïtienEs

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Contre-réforme de l'assurance
chômage: entretien avec Simon,
ancien occupant de l'Odéon

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Emmurez cette misère que l'on ne saurait voir

Sur ordre de la préfecture, un mur a donc été construit sur une voie de passage entre Pantin (93) et Paris, afin de « contenir » les consommateurEs de crack rassemblés au square de la porte de la Villette. « Rassemblés »... par la police, après avoir été délogés des jardins d'Éole, où ils et elles avaient été déplacés depuis les alentours de la place Stalingrad, où ils et elles se trouvaient depuis l'évacuation de la « colline du crack » porte de la Chapelle. Depuis plusieurs années, la « politique » des autorités vis-à-vis des consommateurEs de crack consiste ainsi à déplacer le problème sans jamais se poser la question de le régler. Le déplacement entre les jardins d'Éole et la porte de la Villette s'est ainsi opéré... en bus, sous la responsabilité de la préfecture de police, avant que les consommateurEs soient laissés à l'abandon et que, quelques heures plus tard, le « mur de la honte » soit construit. Il ne fait aucun doute que la présence de concentration de consommateurEs de drogues dures aux effets désastreux comme en a le crack pose de nombreux problèmes aux riverainEs, et que l'inaction ne peut être une réponse. Mais les politiques de la mairie de Paris et des autorités gouvernementales font partie du problème, et non de la solution : peut-on sérieusement penser que c'est en déplaçant les concentrations de consommateurEs et en tentant – en vain – de les isoler du reste de la population que la situation sera réglée ? Seules des politiques de prévention et d'accompagnement, en d'autres termes de véritables politiques de santé publique, pourraient permettre d'envisager autre chose que la perpétuation d'une situation désastreuse sur le plan sanitaire et social. Des politiques qui doivent nécessairement s'accompagner de solutions de soins, d'hébergement et d'une régularisation des sans-papiers. Le trafic et la consommation de crack se développent en effet sur fond de misère sociale, de détresse psychologique et d'exclusion administrative, que la répression ne fait qu'accroître. Au-delà, c'est bel et bien la question des politiques de pénalisation des drogues et de répression des consommateurEs qui est posée : des politiques avec lesquelles il est urgent de rompre, radicalement.

BIEN DIT

Au nom de la mixité sociale, on veut dégager les habitants des quartiers populaires... Il s'agit d'une épuration sociale, qui s'accélère avec tous ces projets spéculatifs.

MARIE HUIBAN, responsable du DAL 93, Bastamag, 27 septembre 2021.

À la Une

EMPLOI, SALAIRES, DROITS SOCIAUX

Le 5 octobre, touTEs en grève et dans la rue!

Depuis 18 mois, le gouvernement et le patronat ont pris prétexte de la crise sanitaire pour s'attaquer encore un peu plus aux droits sociaux des travailleurEs et à leurs conditions de travail. Des résistances existent, mais elles demeurent trop faibles et trop dispersées. La journée de grève et de manifestations interprofessionnelles du 5 octobre doit être l'occasion de passer à la contre-offensive.



Non contents de leur gestion dramatique, autoritaire et mensongère de l'épidémie de Covid-19, ils en ont profité pour accélérer leurs attaques, à l'image de la contre-réforme de l'assurance chômage qu'ils entendent appliquer à partir du 1^{er} octobre. Et nous n'oublions évidemment pas la réforme des retraites que le gouvernement attend de pouvoir remettre sur la table à tout moment... Celle-là même contre laquelle nous nous sommes mobiliséEs avec force juste avant le début de la crise sanitaire!

Augmentez nos salaires!

Leur politique est claire : d'un côté taper sur les chômeurEs, en réduisant drastiquement leurs droits au chômage et en baissant leurs allocations, de l'autre précariser et faciliter les licenciements dans le privé comme dans le public. Et pour touTEs les autres, à qui l'on veut faire croire qu'ils et elles ont bien de la chance de garder un emploi, il faudrait se satisfaire de conditions de travail toujours dégradées, d'horaires infernaux et d'un salaire de misère... Question salaires d'ailleurs, c'est le gel du point d'indice pour les travailleurs et travailleuses du public, et un SMIC à 1250 euros net à temps plein pour le privé... Et tandis que les salaires baissent ou stagnent, les dépenses, elles, ne cessent d'augmenter, à l'image de l'augmentation de plus de 12% du prix du gaz avant le début de l'hiver. C'est bien pour cela qu'une augmentation des salaires et leur prise en compte dans le calcul de nos retraites devraient s'accompagner d'une indexation sur le coût de la vie (le coût du logement, des biens de première nécessité, de l'énergie...).

Il est possible de se battre... et de gagner!

La crise sanitaire est le prétexte bien commode qu'ont saisi les capitalistes, les actionnaires des grands groupes, pour réorganiser

leur économie, entendons par là effectuer des coupes, virer, licencier... pour gagner en rentabilité, en profits. Eux, ce sont ces milliardaires, d'abord français, dont la richesse a augmenté de 68 % depuis 2020, totalisant 492 milliards d'euros de patrimoine (soit près d'un cinquième du produit intérieur brut français)! Pendant ce temps, les suppressions de postes massives se poursuivent dans les entreprises, que ce soit la partie émergée, chez Renault (qui va supprimer 2000 emplois supplémentaires d'ici 2024), Bosch, Knorr, PPG (ex-Joint français)... ou par les suppressions d'emplois précaires (CDD, intérim).

Malgré cette situation difficile, le monde du travail ne se laisse pourtant pas faire! Dans plusieurs entreprises, dans différents secteurs professionnels, elles et ils s'organisent pour résister aux attaques. Certaines sortent même victorieuses de leurs luttes, comme les femmes de ménage de l'entreprise sous-traitante Arc-en-ciel qui travaille sur l'université de Jussieu. Le NPA revendique une augmentation générale des salaires de 300 euros net pour toutes et tous, et pas un salaire en dessous de 1800 euros net. Pour que nous puissions toutes et tous travailler, il est nécessaire de répartir le travail entre touTEs. C'est pour

cela que nous exigeons également l'interdiction des licenciements et la réduction générale du temps de travail.

À Transdev et ailleurs, mobilisation générale!

Dégradation des conditions de travail, extension sans fin des horaires, réductions d'effectif et salaires de misère... C'est notamment contre tout cela que se mobilisent en ce moment les conducteurEs de Transdev depuis plusieurs semaines, car c'est tout ce que vont leur apporter l'ouverture à la concurrence et la privatisation des services de transport. Une lutte partie de Seine-et-Marne, qui continue de s'étendre à d'autres départements et qui, on l'espère, pourrait bien s'étendre à l'ensemble du secteur du transport! Jeudi dernier, les salariéEs de l'éducation nationale étaient en grève contre la politique de Macron et de son ministre Blanquer. Autoritarisme jusqu'aux directions d'écoles primaires, attaques sur les moyens humains et matériels, réformes toujours plus inégalitaires... les raisons n'ont pas manqué pour être dans la rue. Ce mardi 5 octobre, journée de grève et de manifestations interprofessionnelles, doit être le moment où toutes les luttes, toutes les revendications, se retrouvent dans la rue pour construire le « touTEs ensemble » nécessaire contre ce gouvernement au service des riches et du patronat. Aux côtés des chômeuses et des chômeurs durement attaqués, pour défendre l'ensemble de nos droits sociaux et revendiquer de meilleures conditions de travail et de vie, ce mardi 5 octobre ne doit être qu'un début!

SOMMET «AFRIQUE-FRANCE»

À Montpellier, mobiliséEs contre l'impérialisme français!

Le NPA et Philippe Poutou seront partie prenante du contre-sommet Afrique-France organisé à Montpellier du 6 au 10 octobre.

« Du 7 au 9 octobre doit se tenir à Montpellier un sommet Afrique-France, qui, sous l'affichage de la culture, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et du sport, annonce la "refondation des relations entre

la France et l'Afrique". Cependant, malgré les effets d'annonce du président Emmanuel Macron, l'esprit néocolonial est toujours présent. Sur le continent africain, la France exerce toujours une domination monétaire, économique, diplomatique et culturelle, poursuit des interventions militaires, et soutient des régimes qui bafouent les droits humains et empêchent l'émancipation des peuples. Le soutien au coup d'État militaire au Tchad en avril 2021 est un triste exemple de cette politique. » Ainsi débute l'appel unitaire – dont le NPA est signataire – au contre-sommet organisé du 6 au 10 octobre

à Montpellier à l'occasion du sommet Afrique-France¹.

Macron le Françafricain

Ce sommet serait, selon ses initiateurs, l'occasion de « questionner et redéfinir les fondamentaux de la relation entre la France et le continent africain en écoutant la jeunesse, en répondant à ses interrogations et en créant un nouvel espace de dialogue orienté vers l'avenir. » De bien belles formules, qui ne font guère illusion tant on sait que la France de Macron, dans la lignée de ses prédécesseurs, maintient une relation néocoloniale avec le continent africain, aussi

relookée soit-elle, faite de rapports de domination économique, de présence militaire permanente et de soutien politique à des dictatures « amies ». La présence d'Emmanuel Macron aux obsèques du dictateur tchadien Idriss Déby en avril dernier, qu'il a salué comme un « ami courageux », en témoigne : Macron était d'ailleurs le seul chef d'État européen à avoir fait le déplacement pour les funérailles d'un dictateur ayant régné sans partage pendant 30 ans sur le Tchad.

«Cet impérialisme multiforme perdure»

Comme le résume Milan Rivié, membre du CADTM : « Quoi qu'en dise Macron, cet impérialisme multiforme perdure encore et toujours sous son mandat. Soft power ou néocolonialisme, l'État français continue de défendre sous sa présidence

Un monde à changer

RÉGULARISATION DES TRAVAILLEUR·E·S SANS PAPIERS : SEUL LE COMBAT PAIERA ! Les diverses organisations, associations, syndicats et les rares partis politiques qui œuvrent à la régularisation des étrangerEs résidant sur le territoire national sont unanimes : la situation s'est considérablement dégradée, notamment au cours de ces derniers mois. Premiers de corvée, les travailleurs et travailleuses sans papiers du bâtiment, du nettoyage, du gardiennage, du commerce, de la restauration rapide, de l'aide à la personne « [ont tenu] *notre vie sociale et notre économie à bout de bras* » comme le faisaient remarquer dans une lettre ouverte au gouvernement, datée du 21 avril 2020 des responsables de la CGT, de la CFDT et de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS)¹. Des experts de l'ONU, dès le 26 mai 2020, « [alertaient] *le monde sur le fait que l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la capacité des migrants à travailler a déjà entraîné une baisse globale des envois de fonds envoyés à leurs familles dans leur pays d'origine* »² et appelaient à un effort des États dans les régularisations. Malgré les multiples interpellations par les associations, gouvernement et administrations n'ont fait qu'aggraver les conditions de régularisation des travailleurEs sans papiers et des demandeurEs d'asile depuis le début de la crise sanitaire. La Cimade dénonce une augmentation des refus d'octroi du droit d'asile accompagnés d'OQTF (Obligation de

quitter le territoire français) et d'IRTF (Interdiction de retour sur le territoire français.) Il devient quasiment impossible d'obtenir des rendez-vous en préfecture, ce qui équivaut, quand on connaît la complexité et le nombre de pièces à fournir, à un refus préventif. Une enquête semble ouverte pour démasquer un réseau qui, contre espèces sonnantes et trébuchantes, prétend obtenir des rendez-vous. Les organisations syndicales et les collectifs de sans-papiers, qui exigent que les préfectures donnent de véritables rendez-vous, tentent de mettre en état des dossiers entièrement dématérialisés... dont on sait qu'ils ne seront que très rarement examinés ! À l'heure où les médias mainstream ne semblent se passionner que pour la surenchère sécuritaire à laquelle se livrent les différents candidats à la présidentielle, il est plus que temps pour les sans-papiers, les demandeurEs d'asile et les organisations qui les soutiennent de repartir au combat. Il faut imposer une régularisation massive en organisant des grèves dans tous les secteurs d'activités où se trouvent des sans-papiers, comme cela a été le cas à plusieurs reprises par le passé. Le NPA invite tous les militantEs investiEs dans un travail syndical à organiser ou rejoindre ce combat !

1 – *Le Monde*, 21 avril 2020.

2 – « Covid-19 : les États doivent protéger les droits des migrants », 26 mai 2020, sur news.un.org/fr

ÉCOLOGIE Manifestation au Bugey pour un avenir sans nucléaire

Le 3 octobre, manifestation dans la « Vallée du nucléaire ». Le NPA et Philippe Poutou seront présents.

La vallée du Rhône compte 14 réacteurs en activité au sein de quatre sites (Bugey, Saint-Alban, Cruas et Tricastin) dans un rayon de 100 km, incluant Lyon et son agglomération, Valence, Montélimar... Huit de ces réacteurs ont dépassé les 40 années de fonctionnement (quatre à Bugey et quatre à Tricastin). Ils seront rejoints en 2023 et 2024 dans ce club des séniles du nucléaire par les quatre réacteurs de la centrale de Cruas. Si l'on ajoute à ce panel les usines nucléaires de Romans-sur-Isère et du Tricastin, les installations du CEA à Grenoble et à Marcoule, le traitement du plutonium à Marcoule, on a une vue presque complète (sans le militaire) de la puissance de l'industrie nucléaire le long du Rhône.

La plus ancienne installation nucléaire de France

La centrale nucléaire du Bugey, exploitée par EDF dans la



DR

commune de Saint-Vulbas, dans le département de l'Ain, à 35 km à l'est de Lyon, a été mise en service en 1978-1979. Elle est donc avec 42 années de fonctionnement la plus ancienne installation depuis l'arrêt des deux réacteurs de Fessenheim en juin 2020. Mais le Bugey, c'est aussi ICEDA, l'installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés, mise en service le 28 juillet 2020 et le projet, comme au Tricastin, de construction de deux EPR. Bugey est une vieille centrale installée dans une zone sismique classée entre 4,5 et 5 d'intensité épicentrale. Elle est menacée par le barrage de Voglans, dans le Jura, un colosse de 103 mètres de

hauteur. Des études ont montré qu'en cas de rupture de Voglans, une vague (tsunami) atteindrait la centrale du Bugey en 5 h 30, avec une surélévation maximale du plan d'eau initial d'environ 9 mètres¹.

Au Bugey débutons l'arrêt complet du nucléaire !

Il y a 50 ans, les 10 et 11 juillet 1971, entre 10 000 et 15 000 personnes manifestèrent leur opposition à la construction de la centrale du Bugey. C'était la première grande manifestation antinucléaire en France.

La coordination Stop Bugey et de nombreuses associations et partis, dont le NPA, organisent une grande manifestation le dimanche

3 octobre 2021 à Saint-Vulbas, au pied de la centrale, pour mettre définitivement fin à ce demi-siècle de pollution et danger nucléaires. Les quatre réacteurs, les projet d'EPR, le centre d'entreposage de déchets constituent un risque majeur pour une région densément peuplée de cinq millions d'habitantEs dans un rayon de 100 km, avec six grandes villes. Cette grande manifestation portera quatre revendications :
– Non à la prolongation des vieux réacteurs au-delà de 40 ans ;
– Non à leur remplacement par deux nouveaux réacteurs de type EPR : aussi dangereux que quatre vieux ;
– Non au fonctionnement d'ICEDA, qui représente la porte ouverte à l'accroissement des déchets issus des vieux réacteurs et des nouveaux envisagés ;
– Oui aux énergies renouvelables et à la sobriété énergétique ! Elles dessinent un nouveau chemin alliant efficacité et sobriété pour une société apaisée. L'accueil se fera dimanche 3 octobre 2021 dès 10 h au rond-point au croisement de la route D20 (ou route de Lagnieu), de la route D 124 et de la route de Blyes, à Saint-Vulbas. Le départ de la manifestation se fera à 14 h.

Commission nationale écologie

1 – Guillaume Lamy, « Une vague géante sur Lyon et la centrale du Bugey est-elle possible ? », *Lyon capitale*, 14 septembre 2018. En ligne sur <https://www.lyoncapitale.fr/actualite/une-vague-geante-sur-lyon-et-la-centrale-du-bugey-est-elle-possible/>



WIKIMEDIA COMMONS

ses propres intérêts. Économiques d'abord, en appuyant les projets écocidaux gaziers et pétroliers de Total au Mozambique et en Ouganda, les concessions portuaires de Bolloré ou

encore via le vrai-faux remplacement du franc CFA. Stratégiques ensuite par son soutien armé à nombre de dictatures, ou à son appui aussi continu qu'inefficace à l'opération

Barkhane au Sahel. Politiques encore, en accueillant à bras ouvert des chefs d'État fort peu fréquentables, parmi lesquels l'égyptien Al-Sissi en décembre 2020, l'ivoirien Alassane Ouattara en mars ou encore le togolais Faure Gnassingbé en avril 2021. Historiques enfin, en se refusant à délivrer les dossiers classés "secret défense" afin de lever le voile sur les implications françaises dans le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994 et dans l'affaire de l'assassinat du président Burkinabé Thomas Sankara en octobre 1987.»²

Conférences, débats, manifestation

Le contre-sommet organisé à Montpellier sera l'occasion de rappeler que l'unanimité derrière l'impérialisme français n'existe pas, et que nombreux et nombreuses sont celles et ceux qui refusent de se laisser bercer par les

rhétoriques « patriotiques » et par les discours sur les « intérêts de la France ». Conférences, débats, ateliers... seront organisés, ainsi qu'une manifestation de rue le samedi 9 octobre³. Le NPA sera bien évidemment présent, avec son candidat Philippe Poutou, pour défendre des mots d'ordre et un projet anti-colonialistes et internationalistes, et pour contribuer, au côté des collectifs, des associations et des organisations participantes, à développer la conscience et le mouvement anti-impérialistes dont nous avons besoin.

J.S.

1 – « Appel à un contre-sommet Afrique-France à Montpellier les 7, 8 et 9 octobre », en ligne (par exemple) sur survie.org

2 – Milan Rivié, « Un an après ses fausses déclarations, Emmanuel Macron se paye une nouvelle fois la tête des africainEs avec son appel à un New Deal », cadtm.org, 29 avril 2021.

3 – Programme disponible sur survie.org

Le chiffre 2000

C'est le nombre de postes d'enseignantEs-chercheurEs qui ont été ouverts aux concours cette année, contre 3 500 il y a dix ans. Dans le même temps, le nombre d'étudiantEs est passé de 1,4 à 1,7 million. Pas besoin d'être diplômé en mathématiques pour comprendre que le taux d'encadrement est en chute, et que les conditions d'enseignement et d'études se dégradent. Mais n'en parlez pas à la ministre Vidal, trop occupée à traquer les « islamo-gauchistes » à l'université.



Agenda

Samedi 2 octobre, initiative publique du NPA avec Philippe Poutou, Bordeaux. 15 h-21 h, salle Son-Tay, 47, rue de Son-Tay, quartier Bekier près de la gare Saint-Jean à Bordeaux. Voir article page 10.

Dimanche 3 octobre, manifestation antinucléaire, Bugey (01). À 14 h à Saint-Vulbas (01). Voir article ci-contre.

Mardi 5 octobre, journée de grève interprofessionnelle « pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études ».

Du 6 au 10 octobre, contre-sommet Afrique-France, Montpellier.

Programme complet sur survie.org, voir article page 2.

Samedi 9 octobre, manifestation contre la Françafrique, Montpellier. À 15 h, départ Plan Cabanes.

Samedi 23 octobre, manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Lannemezan (65). À 14 h, RDV à la gare de Lannemezan. Des cars et des voitures partiront de différentes villes de France. Infos sur <https://liberonsgeorges.samizdat.net>

NO COMMENT

La francité réduite par Éric Zemmour à du folklore, à du terroir ou à des prénoms est une fierté française qui en définitive ressemble à une fierté gay ou une fierté musulmane.

RAPHAËL ENTHOVEN, Europe 1, 27 septembre 2021.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MYANMAR/BIRMANIE

Les Rohingyas sont menacés à Rakhine

Extrait de la lettre d'information de Frontier Myanmar publiée le 24 septembre 2021.

La junte aurait menacé les responsables Rohingyas de six villages du district de Buthidaung, dans l'État de Rakhine, les avertissant qu'elle détruirait les villages et punirait leurs dirigeants s'ils collaboraient avec l'armée arakanaise (de l'État Arakan). Les responsables des villages ont été convoqués à une réunion avec le commandant du bataillon d'infanterie légère 535, qui leur a transmis ce sinistre message. Il leur a ensuite demandé des informations sur l'AA (Arakan Army) dans leurs villages. « Ils ont demandé si nous approvisionnions les membres de l'AA en riz et en argent », a déclaré une source qui a assisté à la réunion, ajoutant que la menace a provoqué une « panique » parmi les habitantEs du village.



Membre de l'Arakan Army. DR

Risque de violences

Le bataillon d'infanterie légère 375 a tenu une réunion très similaire avec des responsables de villages Rohingyas dans le district de Kyauktaw au début du mois, leur ordonnant de ne pas accepter les ordres de l'AA. Toute cette procédure ressemble à une tentative évidente de creuser un fossé entre les communautés ethniques Rohingya et Rakhine, et met les Rohingyas dans une situation très difficile. Ils doivent essentiellement choisir entre travailler avec l'AA et se mettre à dos la Tatmadaw (armée de la junte) ou travailler avec la Tatmadaw et se mettre à dos l'AA et la population locale Rakhine. L'un ou l'autre choix peut entraîner des violences, ce qui est probablement l'intention de la Tatmadaw.

Dans d'autres nouvelles concernant les Rohingyas, un juge fédéral étatsunien de Washington a ordonné à Facebook de fournir des documents liés aux comptes qu'il a fermés en 2018 et qui étaient liés à la violence contre la minorité musulmane, selon le *Wall Street Journal*. La Gambie avait déposé une requête aux fins de communication pour obtenir le contenu, qui semblait inclure des messages privés. Ces derniers seraient pertinents pour le génocide (des Rohingyas) instruit à la Cour internationale de justice. Invoquant les lois des États-Unis sur la protection de la vie privée, Facebook avait rejeté cette requête en août, la qualifiant d'« *extraordinairement large* ». Le juge Zia Faruqui a déclaré que le contenu n'était pas protégé par les lois sur la protection de la vie privée et qu'il était « riche en ironie » que Facebook se soucie de la vie privée.

Les États-Unis, quant à eux, se sont engagés à verser 180 millions de dollars supplémentaires d'aide humanitaire aux Rohingyas, qui permettront de « *fournir une protection, des abris, de la nourriture, de l'eau potable, des soins de santé et un soutien psychosocial* », des secours en cas de catastrophe et de Covid-19, ainsi qu'une éducation et une formation professionnelle.

Frontier Myanmar

Version intégrale (en français) sur alencontre.org.

Les scènes de violence ont donné lieu à une condamnation généralisée et des protestations contre le président Biden, y compris de la part de dirigeants de son propre parti, qui accusent l'administration de politiques inhumaines et racistes.

Refouler les HaïtienEs, un acte inhumain

Il y avait déjà eu des protestations contre le maintien par Biden de la règle 42, héritée de l'ère Trump, qui utilise le covid comme excuse pour refuser l'entrée aux demandeurEs d'asile, mais les scènes de migrantEs noirs retenus dans des conditions chaotiques, dangereuses et sales à Del Rio, au Texas, puis d'agents de la Border Patrol chevauchant vers les migrantEs, leurs rênes ressemblant à des fouets, ont suscité l'indignation. Le fouet est un symbole de l'esclavage dans lequel les NoirEs étaient autrefois maintenus.

La situation des migrantEs haïtiens est extraordinaire. Haïti, qui est déjà la nation la plus pauvre de l'hémisphère occidental, a récemment subi l'assassinat de son président, une puissante tempête tropicale destructrice, et un tremblement de terre de magnitude 7,2 qui a ajouté au désastre. Des milliers de personnes ont cherché refuge dans d'autres pays. Pourtant, les États-Unis, en violation de leurs propres lois et des accords internationaux sur l'asile, ont utilisé la règle 42 de l'ancien président Donald Trump pour exclure les HaïtienEs en raison de la crise du covid aux États-Unis, puis les ont déportés en Haïti où le covid est endémique et le taux de vaccination faible.

Puis, la semaine dernière, 15 000 HaïtienEs sont soudainement apparus dans les villes jumelles de Ciudad Acuña, Coahuila (Mexique) et Del Rio (Texas). Vivant dans des conditions sordides sous un pont autoroutier au Mexique, les HaïtienEs ont tenté de passer aux États-Unis où des agents de la patrouille frontalière les ont

ÉTATS-UNIS Protestations contre la politique d'immigration de Biden et le traitement des HaïtienEs

Des photos et des vidéos d'agents de la police frontalière américaine à la frontière avec le Mexique utilisant leurs chevaux et ce qui semblait être des fouets contre des HaïtienEs souhaitant immigrer aux États-Unis ont suscité la semaine dernière l'indignation.



DR

arrêtés. La façon dont l'administration Biden a ensuite traité les HaïtienEs de Del Rio est arbitraire. Des milliers d'entre eux ont été mis dans des avions et renvoyés en Haïti, des milliers d'autres ont été admis temporairement aux États-Unis et d'autres, enfin, sont restés au Mexique.

Tollé chez les Démocrates

Biden s'était présenté à la présidence comme le candidat de la communauté noire et en tant que partisan d'une réforme de l'immigration.

Le leader de la majorité démocrate au Sénat, Charles Schumer, a déclaré : « *J'exhorte le président Biden et le secrétaire Mayorkas à mettre immédiatement un terme à ces expulsions et à mettre fin*

à cette politique de l'article 42 à notre frontière sud. Nous ne pouvons pas poursuivre ces politiques haineuses et xénophobes de Trump qui ne tiennent pas compte de nos lois sur les réfugiés. Nous devons permettre aux demandeurs d'asile de présenter leurs demandes dans nos points d'entrée et de bénéficier d'une procédure régulière. » Un tribunal fédéral américain a d'ailleurs déclaré la règle 42 illégale à peu près au même moment.

Le Congressional Black Caucus (regroupement des élus noirs au Congrès) a rencontré des responsables de la Maison Blanche pour leur faire part de ses préoccupations. La représentante Barbara Lee, démocrate de Californie, a demandé à l'administration d'arrêter les vols d'expulsion vers Haïti.

« Cruauté écœurante »

Derrick Johnson, président de la National Association for the Advancement Colored People, l'organisation noire historique, a publié un communiqué dans lequel il déclare : « *Cette cruauté est tout à fait écœurante. Les événements qui se sont déroulés aujourd'hui ne sont que trop familiers à ceux qui connaissent l'histoire peu glorieuse de l'Amérique. Les actions dont nous avons été témoins aujourd'hui étaient inhumaines sous la dernière administration, et ce sentiment demeure. Aucune personne fuyant la pauvreté et la faim ne devrait être traitée de cette manière. Depuis bien trop longtemps, la communauté haïtienne subit des mauvais traitements de la part de notre nation.* »

En plus des politiciens et des organisations de défense des droits humains, des centaines de personnes ont protesté contre le traitement des HaïtienEs lors de manifestations à San Francisco, Houston, Boston, Miami et dans d'autres villes.

Mais les propositions du Parti démocrate pour une réforme de l'immigration sont bloquées au Congrès et ont peu de chances d'être adoptées. Les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA) et d'autres groupes d'extrême gauche appellent à l'abolition de la police de l'immigration et à l'ouverture de la frontière ; mais ces revendications ne bénéficient que d'un faible soutien.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

SRI LANKA Les droits humains remis en cause

Entretien. Au Sri Lanka, le gouvernement d'extrême droite de Mahinda Rajapaksa réprime sans retenue : Tamouls, musulmans, syndicalistes, étudiantEs luttant contre la privatisation des facs... Alors que des manifestations de solidarité avec les répriméEs ont eu lieu dans différents pays d'Europe, **Samantha Rajapaksa, militant d'extrême gauche sri-lankais en exil en France, revient avec nous sur la situation.**

Où en sont les droits démocratiques ?

Le gouvernement au pouvoir depuis 2020 fait face à une crise économique et sanitaire. Il se sert du racisme et de la discrimination religieuse pour contrôler la population et occulter sa propre corruption. C'est ce même régime qui a tué 40 000 Tamouls en 2009, et dont le secrétaire de la Défense de l'époque est aujourd'hui le président. L'armée et le régime raciste singhalais célèbrent toujours ce massacre. Pour faire avancer son programme raciste, le régime finance des moines bouddhistes meurtriers comme Galaboda Aththe Gnanasara Thero.

La « dictature familiale » (le président, le Premier ministre et plusieurs ministres sont de la même famille) contourne le système judiciaire avec la complicité de juges auto-désignés choisis parmi les proches du président. Ces juges forment une commission qui dirige le pays et libère à sa convenance de

prison des politiciens corrompus, dont certains, comme Duminda Silva, sont accusés de meurtre. Le gouvernement a également créé une commission ad hoc de cinq ou six officiers de policiers gradés pour contrôler les médias et les journalistes.

Qu'en est-il de la répression contre les étudiantEs ?

L'objectif du pouvoir est que l'université ressemble à l'armée. L'admission des étudiantEs ne relève plus de l'université mais d'une commission de militaires, et les étudiantEs sont désormais soumis à un entraînement militaire. Le gouvernement souhaite aussi privatiser les universités et briser le système d'éducation gratuit en mettant en place une sélection et en instaurant des frais de scolarité. Les étudiantEs se battent contre cette privatisation et des dizaines d'étudiantEs et de syndicalistes ont été jetés en prison, sans possibilité

de libération sous caution. D'une manière générale, les étudiantEs se politisent et affichent leur solidarité avec la classe ouvrière, même si tous n'ont pas une bonne compréhension de la question tamoule.

Et au niveau des syndicats ?

Après l'échec de la grève générale de 1980, le mouvement syndical a décliné. Des milliers de travailleurEs ont perdu leur emploi, certains ont été assassinés par le gouvernement ou par des employeurs. Les pogroms contre les Tamouls de 1983 ont été utilisés comme prétexte pour interdire trois des principaux partis de gauche. Les partis bourgeois traditionnels ont alors créé leurs propres syndicats, à la faveur de l'affaiblissement des syndicats de gauche. Il y a toujours certains syndicats de lutte de classe, comme le syndicat des employéEs de banque et le syndicat des professeurEs ou des dockers, qui ont créé un front commun pour se battre contre les

privatisations. L'année dernière, ils ont empêché la vente par le gouvernement du terminal Est du port de Colombo à l'Inde.

Et les Tamouls ?

Après le massacre de 2009, tous les jeunes Tamouls qui pouvaient partir l'ont fait. Depuis longtemps les Tamouls ne bénéficient pas de l'égalité des droits, et leurs multiples soulèvements n'ont permis que l'obtention d'avancées formelles. Pourtant reconnu comme langue officielle dans la Constitution, le tamoul n'en est pas moins, par exemple, interdit dans l'administration. Durant plusieurs décennies, les Singhalais ont manqué l'opportunité de s'unir avec les Tamouls. Une étape a été franchie en 2005 lorsque le JVP (Front de libération du peuple, parti stalinien) s'est allié aux partis actuellement au gouvernement. Au nom du socialisme, les activistes du JVP se sont battus contre les Tigres tamouls pour aider le gouvernement, et la réputation de la gauche chez les Tamouls en a évidemment pris un coup. Il y a aujourd'hui des milliers de prisonnierEs tamouls et aucune justice pour les familles.

Propos recueillis par Stan Miller, traduction Anne-Laure Maeve

ALLEMAGNE Le grand jeu de la meilleure coalition... contre les classes populaires

Les électeurEs ont répondu à l'appel, avec un taux record de participation de 76,6%, mais leur vote est pourtant non concluant puisque ce sont les états-majors des partis qui maintenant, pendant des semaines (la fois précédente, six mois), vont discuter, marchander, manigancer voire comploter, en bilatérales et multilatérales, pour trouver la bonne « coalition » ou « compromis » – Ô pardon le bon « contrat » – de gouvernement, et son bon chancelier ou chancelière! Le tout consigné dans un document de deux cents pages ou plus, que le Parlement n'aura plus qu'à entériner. Le bon peuple vote, les notables s'acoquinent et tranchent. Et ce n'est pas automatiquement le parti arrivé en tête qui décroche le poste de chancelier (ça s'est passé déjà trois fois autrement), c'est le conclave – dit démocratique, évidemment.

Tout est donc possible...

Les grands partis traditionnels de la vie politique allemande, SPD (sociaux-démocrates) et CDU-CSU (conservateurs de droite), qui ont gouverné ensemble dans une « grande coalition » sous Merkel et dont l'audience ne cesse de reculer, n'ont pas connu l'effondrement électoral dont des élections antérieures avaient montré des signes. Le SPD de Olaf Scholz, avec près de 26% des voix, gagne plus de 5 points sur les législatives antérieures. La CDU-CSU d'Armin Laschet, avec 24%, perd près de 9 points. Mais ni l'un ni l'autre n'ont plus depuis longtemps de majorité ou minorité décisive. La course est donc engagée par Scholz

Les élections législatives du dimanche 26 septembre devaient décider de la succession d'Angela Merkel, qui a occupé durant seize ans le poste de chancelière.



Olaf Scholtz du SPD, arrivé en tête du scrutin. WIKIMEDIA COMMONS

(SPD) comme par Laschet (CSU) pour trouver l'un et l'autre des compères... S'ils ne veulent plus continuer ensemble, l'un ou l'autre se doit, pour trouver une majorité de gouvernement, de « gagner » à la fois les Verts (die Grünen), qui ont recueilli 15% des voix (une augmentation de près de 6 points), et le FDP (un parti libéral), qui plafonne à quelque 12%. La chasse est donc ouverte. Et si Die Linke (La Gauche) avait pu espérer faire partie d'une coalition gouvernementale avec le SPD et les Verts, son score de 4,9% (moins 4 points) qui le place sous la barre fatidique des 5%, l'exclut de toute possibilité ¹. Tandis que l'AfD (extrême droite), avec 10,3% des voix (moins 2 points) est de toute façon maintenue au ban des partis qui se disent démocratiques. Donc qui, du SPD ou de la CDU, peut prendre la tête d'une coalition

avec les Verts et le FDP? Le fait que tout, ou presque, soit possible (même si un « plus » est donné par les médias à une éventuelle coalition entre SPD, Verts et FDP) en dit long sur la proximité et l'interchangeabilité des politiques respectives... contre les classes populaires.

Car tous les possibles se ressemblent!

Le social-démocrate Olaf Scholz, grand argentier (ministre des Finances) d'Angela Merkel et présenté comme son bras droit, s'était également illustré dans le passé, en tant que secrétaire général du SPD, par son soutien total à la politique anti-ouvrière de Gerhard Schröder, en particulier ses « lois Hartz » contre les chômeurEs. Les Verts (un vieux parti déjà, membre de bien des coalitions passées, entre

autres avec Schröder) n'excluent pas aujourd'hui de gouverner à l'échelle nationale avec la CDU... ce qu'ils font déjà dans le Land de Hesse, tandis qu'à la tête du Land de Bade-Wurtemberg et de sa capitale Stuttgart, ils sont les meilleurs amis du patronat de l'automobile. Le FDP, réputé proche des milieux d'affaires, serait cette fois prêt à des concessions pour quelques postes ministériels, y compris dans une coalition avec le SPD et les Verts. Tout va donc se négocier, s'arranger entre bons défenseurs d'un capitalisme qui est aujourd'hui le premier partenaire commercial de la Chine, négocie son gaz avec la Russie et compte, d'un côté, 123 milliardaires en euros et, de l'autre, près de quatre millions de chômeurEs. Bref, les commentateurs bourgeois eux-mêmes le soulignent, aucun changement radical de politique n'est à attendre d'une coalition à venir, quelle qu'elle soit... Le système est fait pour. Reste que le climat social se réchauffe, que des grèves ont lieu dans les transports, la santé et les services publics, quelque peu inhabituelles, la gestion capitaliste du covid ayant dépassé les bornes, en Allemagne comme partout.

Michelle Verdier

1 – S'il est difficile à ce stade d'expliquer la chute de Die Linke, il est probable que ce parti (qui a continué à afficher des idéaux de « justice sociale ») paie sa politique réelle, tangible, dans des gouvernements régionaux, en particulier à Berlin, de privatisation et casse des services publics.

BELGIQUE La loi de 1996 sur les salaires doit être supprimée!

Ci-dessous, le texte distribué par la Gauche anticapitaliste (Belgique) le 24 septembre à l'occasion des mobilisations syndicales en Belgique.

En 2017, le gouvernement Michel a réformé la loi [de 1996] qui fixe la marge salariale. Il l'a rendue tellement stricte que pour les deux années à venir les salaires des travailleurEs ne peuvent augmenter que de 0,4% au maximum, hors index. Un crachat au visage de l'ensemble de la classe travailleuse, qui a pourtant démontré durant la crise sanitaire et sociale du Covid-19 que l'économie ne tournait que grâce à son travail. Cette loi ne touche bien sûr pas à la rémunération du capital. Si les travailleurEs doivent se serrer la ceinture, les patrons et les actionnaires, eux, ne souffrent d'aucune contrainte. Alors que les économistes voient la reprise se dessiner, la conséquence de cette loi est déjà certaine. Comme les salaires ne peuvent plus augmenter, ce sont les profits et les dividendes qui toucheront tout le pactole. La prétendue « reprise » sera celle du capital et du capital uniquement! La loi n'a donc en réalité qu'un seul objectif : comprimer les salaires.



DR

Depuis le début, c'est un instrument du patronat pour s'attaquer au travail et à tout ce qui s'y rapporte. Car le blocage des salaires, c'est aussi le sous-financement permanent de la sécurité sociale et des services publics. Quelques mois seulement après des inondations meurtrières qui ont mis en lumière l'agonie des services de secours, les partis au pouvoir, PS-Vooruit et Ecolo-Groen compris, persistent à imposer l'austérité à nos outils de solidarité.

Face à leurs attaques, accentuons la lutte!

Le gouvernement De Croo ne compte toutefois pas en rester là. Déjà, il se prépare à repartir à l'assaut sur plusieurs fronts. Celui des pensions [retraites] par exemple, afin d'en réduire les montants et de nous faire travailler toujours plus longtemps. La pression sur les malades

de longue durée est aussi à l'agenda, tout comme le retour des coupes budgétaires. Disons-le haut et fort : ce gouvernement est l'allié du patronat. Aucune paix sociale n'est possible dans ces conditions. L'heure est à la défense des conquêtes du passé gagnées de haute lutte. Mais comme la « gestion » de la crise du Covid-19 et des inondations de l'été dernier l'ont démontré, et comme le prouve chaque jour les destructions du capitalisme, l'heure est plus que jamais à l'offensive. Ce système économique montre toujours plus son visage répressif et mortifère, antisocial, destructeur de la vie sur cette planète. Le 10 octobre, une manifestation pour le climat aura lieu à Bruxelles. Soyons présentEs : c'est au monde du travail d'imposer la rupture écologique et sociale radicale que la Vivaldi [coalition au pouvoir] ne

veut pas mettre en place pour stopper le désastre climatique. Menons la lutte, partout et tout le temps. Ne nous laissons pas diviser : exigeons le front commun de nos organisations syndicales, dans le cadre d'un vrai plan d'action à l'échelle nationale! Revendiquons haut et fort :

- La suppression pure et simple de la loi de 1996, révisée en 2017 ;
- Une solide augmentation des salaires bruts et la hausse du salaire minimum à 14 € de l'heure afin d'assurer un revenu digne à chacunE ;
- Le relèvement des allocations sociales 10 % au-dessus du seuil de pauvreté ;
- La réduction collective du temps de travail à 30 heures par semaine, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire ;
- L'abolition de toutes les mesures régressives sur les pensions et pré-pensions, ainsi qu'une pension minimum de 1500 € net par mois pour touTEs ;
- La réquisition de tous les moyens nécessaires pour assurer des conditions de vie dignes aux sinistréEs des inondations de l'été ;
- Enfin, le financement de toutes ces mesures par le capital, via un impôt drastique de crise sur les grandes fortunes, une hausse de l'impôt sur les bénéfices et la fin des réductions des cotisations à la sécurité sociale : notre salaire différé et socialisé nous appartient!

PALESTINE Quelques leçons de l'évasion des prisonniers politiques

Un point de vue palestinien sur la récente évasion de six prisonniers politiques, malheureusement repris, de la prison israélienne de Gilboa.

Quelles sont les leçons que nous, Palestiniens, avons tirées de l'évasion réussie de six prisonniers politiques au début du mois? Cette évasion a mis à genoux le système de sécurité « mythique » d'Israël. Tous les Palestiniens, qu'ils vivent dans les zones occupées en 1967, qu'ils soient citoyens de troisième classe d'Israël ou qu'ils vivent dans des camps de réfugiés misérables et en exil, ont vécu deux semaines d'une « liberté imaginaire » créée par les prisonniers. Ils avaient le sentiment d'être plus pleinement humains, et de pouvoir transformer ce monde (injuste).

Un acte d'émancipation

L'acte héroïque lui-même a réussi à détruire un mythe et à créer une nouvelle réalité : le mythe que la sécurité d'Israël est inattaquable, et la réalité que les Palestiniens ont toujours une volonté résolue de liberté. Notre « Justice League » a réussi à humilier l'ensemble du projet sioniste et ce qu'il représente, à savoir le colonialisme de peuplement et l'apartheid. D'où l'euphorie des Palestiniens et des Arabes et l'effusion de soutien des nations anciennement colonisées et d'autres amoureux de la liberté. [Le pédagogue brésilien] Paulo Freire aurait appelé cela une « potentialité non testée », une philosophie élaborée de l'espoir qui appelle les groupes marginalisés à dépasser leurs « situations limites » et, plus important encore, à transformer des conditions hostiles en un espace d'expérimentation créateur de liberté, d'égalité et de justice. En somme, s'émanciper! Nous avons également appris de Freire que toute action entreprise sur le monde transforme nécessairement le monde tel que nous le connaissons, et que cette transformation du monde affecte la manière dont nous agissons ensuite sur lui. C'est en entrant dans ce processus que les individus apprennent à devenir des sujets qui agissent sur un monde dynamique et ouvert, au lieu de rester des objets passifs sur lesquels on agit simplement dans des systèmes fermés et immuables, comme veulent nous le faire croire l'Israël de l'apartheid et comme l'ont fait l'Afrique du Sud blanche et l'Amérique de Jim Crow avant lui.

Une cuillère contre le colonialisme

Oubliez *The Shawshank Redemption*, *Prison Break* et *The Great Escape*... il est peu probable que les six héros aient entendu parler de ces films. Ils n'ont pas la peau blanche, les cheveux blonds, mais n'ont pas non plus de complexe d'infériorité. Ce sont des prisonniers palestiniens, des réfugiés, auxquels le monde a décidé de tourner le dos et de faire payer le prix d'un massacre commis il y a plus de 75 ans en Europe. Ce que nous avons appris de ces héros, c'est que les idées de libération ne sont pas des visions figées du monde, mais qu'elles visent à changer le monde, et que l'apartheid et le colonialisme de peuplement peuvent être vaincus même avec le plus petit outil disponible : une cuillère! Le choc, voire l'horreur, exprimé dans presque tous les médias israéliens, est le reflet du racisme profondément ancré dans l'idéologie sioniste et de son impact sur l'esprit des Israéliens ordinaires. Zakaria Zubeidi, l'un des six prisonniers repris, a ceci à leur dire : « *Qu'attendez-vous d'une personne dont vous avez affamé le père en l'empêchant d'exercer sa profession d'enseignant, dont vous avez ensuite tué la mère devant lui, abattu par un sniper, dont vous avez tué le frère et les meilleurs amis au côté de 370 fils et filles d'un camp de réfugiés entassés dans un kilomètre carré? Qu'attendez-vous d'une personne dont vous avez déplacé la famille et le peuple et dont vous avez supprimé les droits de la manière la plus sévère, que vous avez arrêté vingt fois et que, chaque fois, vous avez torturé jusqu'à la rendre physiquement handicapé dans la fleur de l'âge?* »

Haïdar Eid, traduction J.S.



Zakaria Zubeidi, l'un des six évadés. DR



VACCINS ANTI-COVID

DES BIENS COMMUNS À DÉFENDRE

CONTRE MACRON, LES CAPITALISTES DE BIG PHARMA ET LES ANTI-VAX

UNE BALANCE BÉNÉFICE-RISQUE FAVORABLE QUI DEVRAIT CONVAINCRE LES HÉSITANT·E·S

Réaction populaire contre les mensonges du capital et les scandales de Big Pharma, la défiance vaccinale tue, en Martinique, en Guyane, et dans les quartiers populaires.

Contre le capitalisme de surveillance, contre les suspensions de personnels hospitaliers, nous refusons le pass sanitaire. Au nom des libertés, mais aussi parce qu'il est incapable de construire l'adhésion à la vaccination anti-covid, notamment des plus fragiles face à un virus de classe. Alors si nous défendons le droit individuel de dire non à la vaccination, nous voulons surtout convaincre de la balance bénéfice-risque favorable des vaccins anti-covid. Pour construire la liberté collective retrouvée grâce à la vaccination universelle, contre tous les anti-vax, contre Macron et les capitalistes de Big Pharma, leurs brevets et leurs profits qui privent les pays pauvres de vaccins.

Des précédents historiques

L'alimentation, la qualité de l'air, de l'eau, l'aération des bâtiments... nos luttes, sont les éléments centraux qui ont permis l'allongement de l'espérance de vie. Mais nous savons aussi que les vaccins jouent un rôle spécifique, qui fait que nous défendons le principe de la vaccination. Un exemple, en 1916, le service de santé des armées suivait comme le lait sur le feu la typhoïde, grande faucheuse de soldats. 66 000 cas et 11 000 décès cette année-là parmi les militaires français ! Difficile de prétendre qu'en 1918, les soldats étaient en meilleure santé, et pourtant, avec le début de la vaccination anti-typhoïde, il n'y avait plus en 1918 que 650 cas et quasiment aucun décès. À l'opposé, après la publication du Dr Wakefield, qui avait falsifié



WIKIMEDIA COMMONS

ses résultats pour démontrer un prétendu lien entre autisme et vaccination contre la rougeole, les parents américains refusèrent de vacciner leurs enfants. Le taux de couverture passa en dix ans de 92% à 42%. L'épidémie reparut avec son cortège de morts. Et l'autisme ne régressait pas ! Toutes les études indépendantes de suivi de milliers d'enfants

autistes démontrent qu'il n'y a pas de différence en matière de vaccination ROR. Et pourtant les anti-vax continuent à colporter le mensonge Wakefield. Alors qu'il existe un vaccin efficace, qui sauve plus d'un million de vies tous les ans, 140 000 enfants meurent encore chaque année de la rougeole dans le monde. Fake news des anti-vax et austérité

dans le tiers monde, main dans la main, contribuent à cette triste réalité !

Établir une balance bénéfice-risque pour chaque vaccin

Si nous défendons le principe de la vaccination, cela ne veut pas dire que tous les vaccins sont bons tout le temps. Le NPA a par exemple dénoncé, avec les familles philippines, le scandale du vaccin Dengvaxia de Sanofi contre la dengue. Mal testé, vendu au Brésil, en Thaïlande et aux Philippines avant même les résultats de phase 3, il multiplie les risques de forme hémorragique de la dengue chez les enfants. De même, face au doute raisonnable sur l'aluminium vaccinal, nous souhaitons la mise à disposition de vaccins sans aluminium et le financement d'études complémentaires. Pour chaque vaccin, nous devons établir une balance bénéfice-risque. Cette méthode n'a pas été imposée par Big Pharma, comme le prétend le professeur Raoult. Au contraire, après le scandale des 12 000 bébés nés sans bras, au tournant des années 1960, après la mise sur le marché sans essais de la thalidomide, ce sont les mouvements citoyens et de consommateurs américains, notamment Public Citizen, qui ont imposé la réalisation d'essais cliniques fort chers aux laboratoires. Le scandale, c'est que les États se sont empressés de confier ces essais... aux laboratoires eux-mêmes ! Alors qu'ils auraient dû être payés par les labos, mais confiés à des organismes publics indépendants. Nous défendons une balance

bénéfice-risque appuyée sur la transparence totale des données et le contrôle citoyen.

Qu'en est-il des vaccins anti-covid ?

Alors qu'en est-il de la balance bénéfice-risque des vaccins anti-covid ? Les données sont nombreuses et solides, n'en déplaise aux anti-vax. Le système de santé public britannique, par exemple, a suivi 500 000 Écossais·ES vaccinés et non-vaccinés, même âge, même poids... et regardé qui est hospitalisé pour covid, qui meurt du covid. Chiffres sans appel, la vaccination prévient 98 % de la mortalité et 90 % des hospitalisations. Avec plus de 4,5 millions de morts recensés, en réalité deux à trois fois plus selon l'OMS, une vaccination universelle, gratuite, effective, qui passe par la fin des brevets et les transferts de technologie des capitalistes de Big Pharma, aurait sauvé des millions de vie. Et évité aussi, en réduisant la multiplication virale, l'apparition d'un variant plus transmissible, le variant delta, qui rend plus difficile à atteindre l'immunité collective ! Face au delta, les vaccins restent très efficaces contre les formes graves de la maladie (93 % d'efficacité du Pfizer, étude Israël). Mais ils sont moins efficaces pour éviter de développer une forme simple du covid, qu'ils évitent encore à 42 % (Pfizer) ou 76 % (Moderna). Avec le delta, le risque pour les vaccinés, c'est moins d'arriver en réa... que de transmettre le covid à des personnes non-vaccinées, pour qui cela sera beaucoup plus grave !

Des chiffres sans appel

Les fachos de Philippot, les anti-vax de Réaction 19 ou de Réinfocovid en concluent : on vous l'avait dit, vacciné ou pas, tout le monde transmet, c'est pareil. Donc vaut mieux pas se faire vacciner ! En fait les chiffres, même avec le delta, montrent que ce n'est pas pareil ! Du 31 mai au 11 juillet 2021, les statistiques de la Dress montrent que 85 % des entrées en soins critiques et 78 % des décès concernent des non-vaccinés. C'est bien grâce à la vaccination que le variant delta n'a pas causé en France « métropolitaine » une explosion épidémique, comme aux Antilles, en Guyane ou en Nouvelle-Calédonie, alors qu'il est deux fois plus contagieux et qu'il multiplie par deux les risques de réanimation. Aux Antilles, 80 % des hospitalisés étaient non-vaccinés, dont 40 % de moins de 40 ans ! Notre conclusion à nous, c'est que si le vaccin sauve des milliers de vie, face à la transmission accrue du delta, il est insuffisant, et qu'il faut continuer à y associer, pour les vaccinés et les non-vaccinés, le maintien des gestes barrières. Une critique de plus contre le pass sanitaire, qui sonne comme un permis d'oublier ces fameux gestes barrières.

Nous sommes des individus qui faisons société

Le vaccin me protège bien, mais en fait il protège aussi les autres. Nous sommes des individus qui faisons société ! Une réalité que le capitalisme, qui favorise l'individualisme en détruisant les solidarités, les biens communs, nous fait tous les jours oublier. Nous serions des individus libres dans un marché libre. Nous ne devrions évaluer que notre balance bénéfice-risque

individuelle, toute notion de balance bénéfice-risque collective devenant suspecte. En 1933, Charles Nicolle nous disait au contraire : « *La connaissance des maladies infectieuses enseigne aux hommes qu'ils sont frères et solidaires* »¹. C'est aussi ce que nous enseigne la vaccination contre le covid. Un exemple, que fournit l'épidémiologiste, mais aussi syndicaliste Sud-recherche, Samuel Alizon, qui a calculé que la vaccination a permis d'épargner 50 000 vies en France, entre le 1^{er} janvier et le 20 août. Mais par quel mécanisme ? Il note « [que] si la protection contre les formes graves est intéressante au niveau individuel, d'un point de vue épidémiologique, c'est le fait d'empêcher la transmission qui permet d'éviter le plus de passages en réanimation ». En effet, les vaccinés transmettent 12 fois moins que les non-vaccinés (étude Pasteur), 10 fois moins dans l'étude Colorado. Face au variant delta, ce chiffre pourrait descendre à quatre fois moins seulement. Le vaccin est donc bien un... bien commun, et pas seulement un choix individuel. Limiter la vaccination aux plus âgés, aux porteurs de pathologies lourdes, c'est penser qu'on peut isoler une partie de la population, c'est ne pas comprendre ce mécanisme collectif, qui est en fait le plus efficace, mais c'est aussi laisser se multiplier le virus. Au risque de variants avec plus de contagiosité, et les dernières études le démontrent : deux fois plus de risques de finir en réanimation avec le delta, y compris chez les plus jeunes. Un pari perdant sur tous les tableaux !

Quels risques ?

Le bénéfice individuel et collectif est bien établi, mais qu'en est-il des risques ? Après vaccination, de rares cas d'allergies graves (un sur 100 000 injections avec les vaccins à ARN), de thrombophlébites, de myocardites ont été notamment signalés par la pharmacovigilance, qui rend publiques les déclarations deux fois par mois. Cela a suffi à Laurent Mucchielli pour exiger l'arrêt de la vaccination, confondant sciemment déclaration à la pharmacovigilance pour enquête et effet secondaire causé par le vaccin. Or concordance temporelle n'est pas causalité. Par exemple, si un million de personnes reçoivent un placebo à la place du vaccin, on observerait dans les six semaines 1 à 7 décès, 2 à 5 cas de paralysie progressive ascendante, 30 à 90 cas de névrite optique. On ne va pas dire que cela est dû à l'eau salée du placebo. Donc toute la question est de pouvoir imputer ces effets secondaires à la vaccination, et pas à la temporalité. Prenons l'exemple du sur-risque de thrombophlébite lié à l'Astra-Zeneca : 53 cas dont 13 décès lui ont été attribués dans la première étude française, pour 6,56 millions d'injections. Donc un signal réel, mais rare. De plus une étude récente de suivi de 29 millions de personnes, par le service public de santé britannique, démontre que le risque de thrombose est 200 fois plus important après infection covid qu'après vaccination ! Encore améliorée par la décision de ne pas utiliser ce vaccin chez les moins de 55 ans, où ce sur-risque a été majoritairement noté, la balance bénéfice-risque reste donc très favorable.

1 – Et aux femmes, devrions-nous ajouter...

COMBATTRE BIG PHARMA, CE N'EST PAS CROIRE AUX FAKE NEWS DES ANTI-VAX!

Des interrogations ? Des éléments de réponse !

Procès du Médiateur, scandale de la Dépakine, Big Pharma nous a habitués à mentir. Pire, il n'a pas hésité à mettre en procès, en 2001, l'Afrique du Sud pour une loi de 1997 qui lui permettait de fabriquer ou d'importer des génériques à bas coût contre le sida, malgré les brevets des trusts. À cause de ce procès, 400 000 Sud-africainEs sont morts entre 1997 et 2001, faute de traitement. Face à une mobilisation mondiale, les 39 majors de la pharmacie ont dû abandonner les poursuites ! Le gouvernement aussi nous a habitués à ses mensonges, sur les masques, les tests... Mais le meilleur moyen de combattre les capitalistes de Big Pharma et leurs fake news, ce n'est pas de faire confiance aux fake news... des anti-vax ! C'est d'exiger la transparence totale et le contrôle public indépendant sur tous les essais thérapeutiques, c'est d'exiger la fin des brevets et la socialisation de cette industrie indispensable à la santé humaine.

Vaccin OGM, thérapie génique ? Faux !

Le génome se trouve dans le noyau de nos cellules. Il est constitué d'ADN. Or les nouveaux vaccins sont à ARN, et ne pénètrent pas dans le noyau. Ils restent dans le cytoplasme de la cellule, où se trouvent les usines cellulaires, les ribosomes, qui vont fabriquer la protéine spike, déclenchant ainsi la protection immunitaire contre le virus. Alors réservons le terme de thérapie génique à l'insertion du gène manquant dans l'ADN des enfants enfermés dans une bulle, pour cause de déficit immunitaire. Au prix d'une augmentation importante du risque de leucémies. C'est pour cela que personne n'a testé de « vaccins OGM » à ADN contre le covid !

Des vaccins développés trop vite ? Vite, oui ! Mais pas « trop » vite !

Le premier cas de covid a été découvert le 8 décembre 2019. Un mois plus tard, le 12 janvier 2020, son génome était séquencé et rendu public. Alors qu'il a fallu quatre ans pour séquencer le virus du sida. Une semaine plus tard, les premiers tests covid faisaient leur apparition. Alors qu'il a fallu huit ans pour avoir des tests pour le VIH. Cette accélération générale de la science, plus que de s'en inquiéter, il faut s'en féliciter ! Elle a permis de mettre au point rapidement des vaccins, en s'appuyant notamment sur deux avancées majeures de la recherche, qui ont ouvert la voie aux vaccins à ARN : un brevet de 2005 de l'Université de Pennsylvanie, qui diminue le caractère inflammatoire des vaccins à ARN ; le brevet 070 du gouvernement américain, qui permet de stabiliser le fragment d'ARN du vaccin grâce à des micro-billes de lipides. Au début de la pandémie, tout était prêt pour mettre au point des vaccins à ARN qui sont aussi



plus rapides à produire que les vaccins classiques. Quand on ajoute qu'un grand nombre de malades donnait la possibilité de recruter rapidement 40 000 personnes pour des essais cliniques, que le suivi des résultats par les agences de santé s'est fait en temps réel tout au long des essais, et que des milliards d'argent public ont coulé à flot dans les caisses des Big Pharma, on voit mieux pourquoi, heureusement, cela a été vite, et qu'il est scandaleux que la majorité de la population mondiale soit privée des fruits rapides de cette recherche.

Pas assez de recul ? Un an et 5 milliards d'injections plus tard !

Les études réalisées par les laboratoires ont été scrutées par des milliers de professionnels et de citoyens. Il avait fallu dix ans pour que *The Lancet* retire l'étude frauduleuse de Wakefield, qui prétendait établir un lien entre vaccination contre la rougeole et autisme. Aujourd'hui, il n'a fallu que 14 jours pour que le même *Lancet* retire l'étude bidon du Dr Sapan Desai sur l'hydroxy-chloroquine. Les premières études ont répondu à la question de l'efficacité contre les formes graves du covid, autour de 90 %. Les vaccins ont alors été utilisés à une large échelle, 5 milliards de doses en moins d'un an. De larges études, portant sur des millions de personnes, organisées par le service public de santé en Ecosse, Israël ou aux États-Unis, ont pu alors répondre à d'autres questions : l'efficacité vaccinale contre la transmission de la maladie, qui évolue d'ailleurs avec les variants, les effets secondaires trop rares pour être dépistés par les premières études qui portaient sur 40 000 personnes.

La pharmacovigilance est, pour une fois, de bonne qualité, au moins en Europe et aux USA. Il est rare d'avoir un tel suivi sur des traitements... Nous ne sommes donc pas des cobayes, un an de recul et cinq milliards de doses sont là pour le prouver.

Et les effets à long terme ?

L'expérience vaccinale nous montre que les effets secondaires surviennent soit immédiatement, les allergies graves, soit entre une et quatre semaines, les effets auto-immuns. L'effet le plus tardif décrit après vaccination, à 3-4 mois, concerne le vaccin Pandemrix, contre la grippe H1N1. Un cas de somnolence grave, une narcolepsie, toutes les 400 000 injections. Pas de raison qu'il en soit autrement avec les nouveaux vaccins à ARN. L'ARN injecté, très fragile, est dégradé par l'organisme dans les heures après l'injection. Reste l'hypothèse Vélot, du nom d'un généticien, militant de la lutte anti-OGM. Il alerte sur le risque que les protéines spike fabriquées grâce aux vaccins à ARN se recombinent avec un autre virus qui infecterait les cellules. Un risque infinitésimal, mais sûrement beaucoup plus important pour les malades du covid, qui inonde tout l'organisme de ses virus hérissés de spike, pendant au moins une semaine, que pour les vaccinés, dont les spike sont à 90 % retrouvés au niveau de l'épaule, et pendant guère plus d'une journée ! 50 millions de vaccinés en France, plusieurs milliards dans le monde, aucune confirmation de l'hypothèse Vélot. Cela n'empêche pas *France Soir*, le média de la désinformation, de titrer : « *Le remède pire que le mal ?* » Faux, le vaccin reste la meilleure prévention contre le covid !

POUR LA LEVÉE DES BREVETS SUR LES VACCINS ANTI-COVID

MOBILISONS-NOUS ENSEMBLE LORS DE LA RÉUNION DE L'OMC LES 13-14 OCTOBRE ET CELLE DU G20 LES 30-31 OCTOBRE

Le Collectif « Brevets sur les vaccins anti-covid, stop ! Réquisition » exige, depuis février 2021, la levée des brevets, la réquisition des capacités de production, la mise en commun des connaissances et des technologies, afin de répondre à l'ensemble des besoins mondiaux contre l'apartheid vaccinal qui prive les pays pauvres de vaccins. Il réunit une cinquantaine d'organisations, dont l'Observatoire pour la transparence dans les politiques du médicaments, des syndicats comme Solidaires, la CGT chimie, mais aussi Attac ou la fondation Copernic, ainsi qu'une centaine de personnalités. Il propose aujourd'hui une mobilisation unitaire lors des prochaines réunion de l'OMC et du G20, et une délégation unitaire à Genève à l'OMC pour les appuyer. Voici son appel.

« Pour une vaccination universelle, immédiate et gratuite »

Le conseil des Adpic de l'OMC se réunit les 13 et 14 octobre à Genève. Le G20 se réunit à Rome les 30 et 31 octobre. Saisissons-nous de ces dates pour faire monter l'exigence de la levée des brevets, des transferts de technologie, pour une vaccination universelle, immédiate et gratuite, bâtie avec les populations, notamment les plus précaires, associée à des investissements massifs dans les systèmes de santé publique, et la promotion des gestes barrières. Nous nous adressons à toutes les organisations, françaises et internationales, démocratiques, syndicales, les pétitions (*Stop brevets*, *Initiative citoyenne européenne*, *Appel international du CADTM*...), les tribunes, les citoyens, pour préparer des initiatives de mobilisation unitaire autour de ces dates. Nous vous soumettons d'ailleurs ce texte qui peut servir de base à ces mobilisations. Nous voulons obliger l'OMC, le G20 à entendre nos exigences, et souhaitons vous proposer de

constituer une délégation pour une demande de rendez-vous que nous adressons à l'OMS, l'OMC et au G20. Nous communiquerons largement ensemble sur ces initiatives, qui ne peuvent se faire que sur la base d'une mobilisation qu'il faut construire ! Malgré toutes les belles paroles des maîtres de ce monde, la fracture vaccinale entre les pays riches et les pays pauvres ne fait que se creuser face à la Covid. En achetant à prix d'or des vaccins pourtant rendus possible grâce aux milliards d'euros et de dollars de subvention publique, les pays riches ont réussi à vacciner autour de 80 % de leur population. Ils s'engagent même dans une troisième dose vaccinale. Pendant ce temps l'Afrique a à peine pu vacciner 3 % de sa population ! C'est l'autre face des brevets, de cette appropriation privée de ces biens communs que devraient être les vaccins anti-covid : des prix hauts, une pénurie mondiale, avec à la clef une véritable ségrégation vaccinale. Et son cortège de millions de morts ! Avec le risque demain d'un variant encore plus agressif qui menace tous les efforts de vaccination, si la plus grande partie de l'humanité, la plus pauvre, est oubliée pour cause de brevets et de pénurie.



« On peut vacciner la planète »

Pourtant une solution existe. Une remarquable étude de l'organisation de consommateurs américains, Public Citizen, en lien avec des chercheurs d'Oxford University, montre qu'avec la levée des brevets et des transferts de technologie, on peut vacciner la planète.

Avec les mêmes instruments de planification que l'industrie pharmaceutique utilise pour préparer ses projets de sites industriels, l'étude démontre de façon convaincante « comment la communauté mondiale pourrait mettre en place des centres régionaux capables de produire huit milliards de doses de vaccin à ARNm d'ici mai 2022. Cela suffirait à couvrir 80 % de la population ». Le coût ? 9,4 milliards de dollars pour un vaccin du type Pfizer - Biontech, pour 5 installations, 17 lignes de production et 1386 salariés. Un chiffre à comparer aux dizaines et dizaines de milliards de subventions gouvernementales reçues par les trusts de la pharmacie pour vacciner uniquement les plus riches, amasser des profits et les placer dans les paradis fiscaux ! Les gouvernements se refusent à attaquer les brevets et les profits des laboratoires, et l'Union européenne est malheureusement à la pointe de ce refus. Ils disent préférer les dons de doses et les licences libres. Dons de doses ? Un fiasco total puisque l'OMS souligne que seulement 15 % du milliard de doses promises a réellement été livré. Licences libres ? Le plus souvent, les Pfizer et Moderna s'y refusent pour garder la maîtrise des technologies à ARN et une pénurie qui leur permet d'augmenter encore leurs prix ! Alors pas d'autre solution que de faire entendre la voix des peuples pour exiger avec l'Inde, l'Afrique du Sud et une centaine d'ONG la levée des brevets !

<https://www.facebook.com/Stop-aux-brevets-R%C3%A9quisition-105952548197339>

MOINS DE VACCINATION DANS LES QUARTIERS DÉFAVORISÉS



CHARNAG

BASSINES La colère monte et la résistance s’organise



Dans les départements de l’ex-Poitou-Charentes, les mobilisations populaires contre les projets de bassines, ces immenses retenues d’eau artificielles, s’accroissent et s’amplifient.

Après la grosse mobilisation à Niort le 22 septembre, c’est à son tour le village de Longre en Charente qui s’est mobilisé le samedi 25 septembre avant d’autres événements car la population, paysanne ou non, ne lâche rien !

Mobilisations tous azimuts

À Niort, 800 personnes s’étaient mobilisées en semaine le 22 septembre, dont 600 ont suivi les tracteurs pour arrêter le chantier d’une bassine. Le risque était grand que la mobilisation, plus au sud en Charente, de la petite commune de Longre, soit moins fournie. C’était oublier que 140 habitantEs sur 200 s’étaient prononcés contre le projet de deux bassines qui vont, si elles voient le jour, assécher les petits ruisseaux d’Aune et Couture. Entre 250 et 300 personnes se sont donc rassemblées sur le terrain de football avant de suivre, maire en tête, les tracteurs de la Confédération paysanne pour aller vers les terrains où deux énormes bassines de 12 à 16 mètres de profondeur doivent être construites au profit d’une poignée d’agro-industriels. Ces bassines représentent, à plusieurs niveaux, la société capitaliste que nous rejetons. Les bassines symbolisent la privatisation de l’eau par une petite minorité de grands agriculteurs. Et ce stockage d’énormes quantités d’eau a des conséquences néfastes sur l’environnement : assèchement des nappes phréatiques et des rivières, amplification des sécheresses et destruction de zones humides. S’opposer aux bassines c’est aussi s’opposer à une certaine vision de l’agriculture, productiviste et destructrice de l’environnement. La présence du NPA au côté de la population a été remarquée par la presse locale et la présence de Philippe Poutou lors des rassemblements précédents saluée par les différents orateurs (Confédération paysanne, Comité anti-bassines). Le combat ne fait que commencer et une nouvelle initiative centrale est annoncée, en novembre, dans les Deux-Sèvres. La perspective d’une occupation des sites se dessine. Dans tous les cas, le NPA et son candidat Philippe Poutou continueront à construire et à amplifier la solidarité.

NPA 86

TRANSPORTS On vous dit pourquoi c’est le moment d’un mouvement d’ensemble !

La lutte à Transdev¹ se poursuit. L’occasion de faire le point sur les bonnes raisons de se mobiliser dans le secteur des transports.

Soumis à un phénomène de pyramide des âges, le métier de conducteur routier de voyageurs souffre également d’un grand « manque d’attractivité », comme disent les patrons.

Bas salaires, manque de personnel

Les salaires sont à peine supérieurs au smic (10,70 euros de l’heure pour la convention la plus faible, celle de l’interurbain), et les conditions de travail très difficiles. On doit commencer très tôt ou bien finir tard – ou les deux, lors des journées « en amplitude », appelées aussi des services en deux vacations : deux périodes de travail séparées d’une coupure de plusieurs heures en pleine journée. Les temps de coupure ne sont que partiellement payés, c’est un des enjeux de la lutte de Transdev en Île-de-France. De plus, les embauches se font souvent en « contrat période scolaire », un contrat à temps partiel avec lequel il est difficile de passer les 1000 euros net. Si la convention collective de l’urbain est à peine plus favorable (produit d’une histoire de lutte plus riche), le métier reste le même, avec ses stations assises contraintes de longues heures, et les troubles de la santé qui vont avec. La question n’est pas de savoir si les conducteurEs souffriront d’une hernie discale, mais quand ! Le rapport conflictuel aux usagerEs et les problèmes dits de « sécurité » sont un peu plus spécifiques à l’urbain. Comme on l’a vu ces derniers jours à Lyon ou à Metz, ce sont des « incivilités » qui sont à l’origine de certains coups de colère parmi les salariéEs. Mais derrière ces problèmes qui dépassent très largement le cadre des transports



NPA

publics, les conducteurEs mettent systématiquement en avant la difficulté du métier, la faiblesse des paies et les contraintes sur la vie sociale et familiale. Le bas niveau de la paie couplée à la pénurie de conducteurEs, c’est une situation qui pousse à s’organiser et obtenir les nécessaires augmentations de salaire que les patrons refusent depuis des années.

Un secteur concentré, des patrons coordonnés

La grève de Transdev répond à une attaque patronale qui se veut être un coup d’essai. La logique des appels d’offres, et la dégradation des conditions de travail qu’elle implique, s’étend de la périphérie vers le centre. Déjà depuis longtemps à l’œuvre en régions, ce grand jeu de dupes (ou de Monopoly) où de grands groupes se partagent des marchés en remettant à plat les accords locaux, démarre dans la grande couronne parisienne, avant d’attaquer la capitale, et le ferroviaire. Les anciens opérateurs, PME traditionnellement liées à l’activité grand tourisme, sont rachetés tour à tour par les trois géants à capitaux partiellement publics (Transdev, Keolis/SNCF et RATP). Ce patronat de plus en plus concentré, redoutablement organisé dans des structures comme l’UTP (Union des transports publics et ferroviaires) ou la FNTV (Fédération nationale

des transports de voyageurs), pèse lourd sur les autorités organisatrices (aujourd’hui le plus souvent les régions), quelle que soit leur couleur politique... Les attaques que ce patronat promet aux travailleurEs du transport de tout le pays méritent une riposte tout aussi coordonnée. Non seulement pour la défense de l’existant, par exemple tel ou tel accord local ou de groupe, mais pour aligner ces conditions sur le meilleur pour les salariéEs. Pour cela il est primordial de connaître les conditions de travail de ses camarades des autres dépôts et des autres entreprises. Pour élaborer des revendications communes et organiser une contre-attaque d’ampleur, la coordination devient une nécessité. Les grévistes de Transdev qui attaquent une quatrième semaine de grève peuvent incarner et porter cette perspective... Et touTEs les autres travailleurEs du secteur peuvent les contacter pour construire cette étape.

Un enjeu majeur de la lutte contre le réchauffement climatique

Les rapports du GIEC s’enchaînent, mais les accords de Paris, de Rio et tous ceux à venir se révèlent sans le moindre effet sur une situation climatique de plus en plus alarmante... seul le confinement quasiment mondial au printemps 2020 aura donné une idée approximative de ce qui serait nécessaire pour endiguer le réchauffement, notamment en réduisant drastiquement la circulation automobile. Le capitalisme est incapable de planifier et de réorienter la production pour éviter la catastrophe au plus grand nombre. Les gouvernements

agissent dans la panique et dans la sauvegarde à courte vue des intérêts immédiats des plus grandes entreprises. Or il apparaît évident que la circulation automobile dépend directement de l’offre de transport, réduite par les objectifs de rentabilité immédiate. C’est à partir d’une offre réduite à sa plus simple expression (presque rien en dehors des pointes destinées à acheminer les salariéEs au travail) que sont construits les services en deux vacations. Double effet : en dehors de ces heures-là, les usagerEs sont contraints d’utiliser leur voiture et les conducteurEs subissent les affres de ces journées en amplitude. Les plans de transport laissent à désirer dans bien des grandes villes du pays (ou pour les connexions entre grandes et moyennes villes). Souvent la voiture demeure le moyen le plus rapide de se rendre au travail. Quand ce n’est pas le plus économique ! La gratuité des transports en commun est combattue par les politiques et les entreprises du transport, au nom de considérations réactionnaires et financières. Nos revendications de travailleurEs du transport public sont au bénéfice des usagerEs et de toute la société : la sécurité pour les conducteurEs, c’est la gratuité ! Le combat contre les amplitudes, c’est l’augmentation de l’offre de transport ! Les embauches pour la fin des heures supplémentaires, c’est le développement des réseaux ! Raison de plus pour porter ces revendications non pas boîte par boîte ou dépôt par dépôt, mais à l’échelle du secteur.

Philippe Cavégli

1 – Lire sur notre site et dans les précédents numéros de l’Anticapitaliste.

Défendre le droit à l’IVG, tant qu’il le faudra



NPA

Cortège du NPA à la manifestation parisienne lors de la journée mondiale pour la dépénalisation de l’avortement le samedi 25 septembre, où plusieurs centaines de manifestantEs ont défilé depuis l’hôpital Tenon, lieu historique pour la défense de l’avortement libre et gratuit.

LOI RILHAC Les écoles veulent des moyens pour fonctionner, pas des chefaillons pour les manager

Le 22 septembre dernier, une commission de l’Assemblée nationale adoptait la loi Rilhac, avant qu’elle soit débattue les 29 et 30 septembre.

Dans le texte de la loi Blanquer sur l’école de la confiance (2018), un article a participé grandement de la cristallisation du mécontentement : celui sur les « établissements publics des savoirs fondamentaux ». Pas aussi abouti que la loi Rilhac, il visait, par le regroupement d’écoles, à leur imposer

un supérieur hiérarchique. L’idée était là mais sa mise en œuvre, sur le papier, semblait si périlleuse que, face à l’opposition principielle de refus d’un chef, cet article fut abandonné. Pendant la crise sanitaire, les directeurs et directrices d’école se sont trouvés garants de la mise en place des protocoles sanitaires et ce qu’ils ont induit, sans moyens supplémentaires, de charge de travail en plus pour les directions. Alors que l’année s’est ouverte avec les provocations sur les salaires et leurs prétendues « revalorisations » pour les plus jeunes dans le métier, la loi Rilhac apparaît pour



Les comités en action !

#Poutou2022 Rentrée politique du NPA 33 avec intervention de Philippe Poutou. Le NPA 33 organise sa rentrée politique avec « 6 heures pour débattre de nos luttes et d'un autre monde », pour réunir notre milieu autour des questions qui se posent à celles et ceux qui veulent changer ce monde. Contraintes sanitaires obligent, nous avons dû adapter le format de la fête annuelle, mais les moments conviviaux ne manqueront pas (restauration, chansons, librairie, vidéo, expos, jeux...).

Un premier débat sur la situation internationale ouvrira une discussion sur la faillite globale du capitalisme et l'actualité de la révolution. Ensuite, nous proposons un débat pour aborder l'offensive réactionnaire et antiouvrière et nos réponses, le contrôle de la société par les travailleurEs et les classes populaires. Pour clôturer la journée, Philippe Poutou, candidat à la présidentielle, prendra la parole ainsi qu'Isabelle Ufferte de la direction nationale du NPA. Les 6 heures du NPA 33, c'est le 2 octobre, de 15h à 21h, salle Son-Tay à Bordeaux.

samedi 2 octobre NPA

6h pour débattre de nos luttes et d'un autre monde

Casse antisociale et licenciements ... Politique raciste et sécuritaire
Guerres ... Police sanitaire ... Destruction de l'environnement ...

Le capitalisme conduit à la faillite, il faut le renverser !

15h-21h BORDEAUX
salle Son-Tay 47 Rue de Son-Tay

L'Anticapitaliste la revue
Le n°128 est disponible

L'Anticapitaliste
N°128 | SEPTEMBRE 2021 | 4,5 €
la revue mensuelle du NPA

POUR UNE AUTRE ÉCOLE, VIRER BLANQUER ET SA POLITIQUE

UNE CAMPAGNE ANTICAPITALISTE CONTRE MACRON LE PEN
NI COVID NI MACRON
RETOUR SUR LES ÉLECTIONS TERRITORIALES DE GUINÉE

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Conseil politique national

Pour que la lutte de classe s'invite dans la campagne présidentielle

Le Conseil politique national (CPN) du NPA s'est réuni samedi 25 septembre.

Au programme : une demi-journée de discussion sur la situation sociale et politique en cette rentrée de septembre ; et une demi-journée consacrée à la campagne présidentielle, avec entre autres la mise en place d'un dispositif de campagne renforcé.

Rentrée sociale et politique

Situation internationale chaotique, urgence climatique, persistance de la pandémie, mobilisations contre le pass sanitaire, luttes pour l'emploi et les conditions de travail, rentrée scolaire dans un système éducatif souffrant de blanquerite, le tout dans un climat marqué par l'omniprésence des idées réactionnaires... Les sujets de discussion n'ont pas manqué, qui ont permis de partager les expériences de mobilisation, de confronter les points de vue et les analyses – notamment sur les mobilisations contre le pass sanitaire, marquées par une extrême confusion, une importante présence de l'extrême droite et une forte hétérogénéité selon les régions, et d'élaborer quant à nos interventions et nos positionnements politiques. La résolution majoritairement adoptée explique ainsi qu'autour



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

des mobilisations en cours et des journées d'action déjà prévues (notamment le 5 octobre), il s'agit de « faire converger des luttes éparées, d'unifier les revendications, de contribuer à redonner confiance au monde du travail et modifier le rapport de forces politiques : changer un climat social marqué par une contestation souvent ambiguë du pass sanitaire et par la présence de l'extrême droite dans la sphère politique, médiatique et militante, vers l'affirmation de revendications collectives et progressistes pour l'ensemble des prolétaires. » Et plus loin : « Contrairement aux appareils syndicaux, nous envisageons les différentes luttes comme complémentaires, en particulier pour affirmer les intérêts communs de notre camp et changer le niveau de conscience. Plus globalement,

l'enjeu est d'arriver à ce que se cristallise politiquement le ras-le-bol contre Macron, son monde, son ordre et ses amis capitalistes ».

En campagne

C'est dans ce contexte et avec ces perspectives que nous envisageons la campagne présidentielle et la candidature de notre camarade Philippe Poutou : « En s'appuyant sur les acquis des campagnes précédentes, à cette première étape de la campagne nous devons arriver à diffuser l'idée que la crise multidimensionnelle du système nécessite aujourd'hui des choix radicaux, anticapitalistes, révolutionnaires, que le temps des petits aménagements est terminé, que le réalisme si on veut répondre aux urgences sociales, écologiques, démocratiques, impose de sortir

du capitalisme, et que toute cela nécessite la participation et l'organisation des masses populaires, des exploités et des opprimés. Mais nous avons aussi des propositions à faire pour construire des luttes de masse, unitaires, afin de répondre ici et maintenant aux préoccupations qui s'expriment dans toute la société. Nous cherchons à construire les fronts les plus larges et dans ce cadre mener le débat sur les ruptures nécessaires avec le monde du capital. »

Pour ce faire, une équipe de campagne a été élue à une très large majorité du CPN, qui aura pour rôle d'animer politiquement la campagne et de l'organiser concrètement : « Notre campagne politique doit dès maintenant franchir un pas car c'est aussi la condition pour que nous puissions aller jusqu'au bout en gagnant la bataille démocratique des 500 parrainages. Cela passe par l'organisation de réunions publiques partout au plus vite, avec ou sans Philippe, avec nos porte-parole de campagne ou même les militantEs locaux. Cela nécessite aussi de multiplier les apparitions du candidat en soutien aux mobilisations, de renforcer son utilité comme porte-voix des luttes dans l'entreprise, sur le terrain de l'écologie, contre les oppressions... » Quatre porte-parole de campagne ont en outre été désignés : Olivier Besancenot (postier), Pauline Salingue (salariée à l'hôpital), Damien Scali (cheminot) et Armelle Pertus (enseignante).

#Poutou2022

La barre des 100 promesses de parrainages franchie : de bons débuts qu'il faut amplifier !

Nous avons dépassé un palier important dans la quête du Graal : les 100 premiers paraphes de maires, conseillerEs régionaux et départementaux sont acquis. Il reste du chemin à parcourir pour arriver aux 500 qui nous ouvriront la porte de la présidentielle, mais nous pouvons affirmer qu'y parvenir est possible à la lumière du rythme des premières remontées.



de poste, sur les licenciements dans l'entreprise du coin. Il est clair aujourd'hui que la présence de Philippe est vue comme légitime. Plus important même, et c'est un argument à faire valoir, l'absence de notre candidat aurait un effet négatif sur l'abstention. En effet, même si notre poids électoral est petit, nos électrices et électeurs se retrouvent dans un discours spécifique que personne d'autre ne porte :

auto-organisation démocratique, écosocialisme, féminisme lutte de classes, antiracisme politique, marxisme, internationalisme... et Philippe incarne parfaitement cela comme un candidat au chômage connaissant la vie de la grande majorité de la population. La multiplication des réunions publiques dans plusieurs villes (Le Mans, Bordeaux, Toulouse, Paris, Villeneuve-sur-Lot...), ainsi que les

déplacements pour participer à différentes manifestations, doivent être l'occasion de faire vivre notre campagne sur le terrain. D'abord pour proposer à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent de nous rejoindre dans ces actions et de participer à notre campagne, mais aussi pour passer dans la presse locale et en profiter pour rencontrer des maires. Désormais, il est temps de passer la seconde pour amplifier la dynamique militante qui commence. En effet, le plus dur est devant nous : nous avons commencé par rencontrer les éluEs que nous connaissions déjà, alors que la campagne commence à peine, et que peu de candidatEs ont été déjà parrainés. À partir de maintenant, nous allons rencontrer des éluEs qui ont déjà parrainé, par le passé, unE autre candidatE. La présence du plus possible de militantEs et de sympathisantEs du NPA sur les routes va devenir un élément crucial pour la réussite de la campagne. Et alors, en 2022, on sera là !

Essai



Le capitalisme envahit l'ensemble de nos relations, s'incruste dans chacune de nos vies. Mais devant la brutalité des contre-réformes, la destruction progressive de nos services publics, la paupérisation massive et l'accumulation scandaleuse de richesse par une minorité, la démocratie bourgeoise ne parvient plus à obtenir l'hégémonie nécessaire à la classe dominante. En l'absence de celle-ci, elle se tourne alors vers l'État, seul autorisé à exercer sa « violence légitime », c'est-à-dire d'exercer une répression massive contre ce peuple indocile !

Un capitalisme autoritaire

Depuis 2015 en France, l'État d'exception a remplacé l'État de droit, l'état d'urgence sanitaire succédant à l'état d'urgence. La lutte contre le terrorisme et la « gestion » de la pandémie sont saisies comme des

Face à la menace fasciste, de Ludvine Bantigny et Ugo Palheta

Éditions Textuel, 128 pages, 14,90 euros.

opportunités pour nous museler davantage, accentuer la chasse aux migrantEs et plus généralement aux personnes précaires. Macron va développer deux politiques interdépendantes : l'autoritarisme et le racisme systémique, qui vont notamment se traduire par l'adoption de deux lois s'ajoutant à la vingtaine de lois liberticides votées en 30 ans, les lois « sécurité globale » et « contre le séparatisme ». L'une renforce l'impunité, l'équipement et les prérogatives de la police et permet l'armement des agents des sociétés privées de sécurité, tandis que l'autre instaure la désignation d'un bouc-émissaire. Cela renforce la présomption d'innocence des uns et la présomption de culpabilité des autres ! Nourrie d'idées d'extrême droite, dont celle de l'« ensauvagement des quartiers populaires » ou la « crise civilisationnelle », cette politique va avoir de lourdes conséquences : la droitisation d'une très grande partie de la classe politique qui se cale sur l'agenda de l'extrême droite devenu en partie celui du gouvernement, et les divisions exacerbées entre les exploités. Le nombre et la violence des agressions, en particulier islamophobes, augmentent, ainsi que celles contre les personnes solidaires ou/et les manifestantEs.

Des éléments de fascisation

La concentration des pouvoirs dans les mains de Macron est un de ces éléments. Pourtant, on ne vit pas en dictature. Ni les institutions issues de la Constitution de 1958 ni les organismes de contre-pouvoir ne sont supprimés, mais ils sont contournés et vidés de leur sens. L'évolution de la police en est un autre. Composée de policiers surarmés avec notamment des armes de guerre, votant à 70 % pour l'extrême droite, nombreux à pratiquer un racisme ordinaire et toléré, documenté aujourd'hui par certains de leurs collègues, la police tend à s'autonomiser et n'hésite plus à manifester en tenue et en armes sur les Champs-Élysées ou devant l'Assemblée nationale, accompagnée dans cette démarche factieuse par Darmanin, ministre de l'Intérieur ! Ce livre rappelle aussi que les violences policières contre les jeunes nées de parents issus des anciennes colonies, les migrantEs ou les Roms sont d'une tout autre nature que celles contre les manifestantEs. Ces dernierEs sont réprimés, très violemment, pour ce qu'ils et elles font, les autres pour ce qu'ils et elles sont, en raison de leur propre origine, de celle de leurs familles ou de leur appartenance supposée à la religion musulmane.

Une Constitution qui permet le bonapartisme ; de grands médias dirigés par les grands patrons de l'armement, du luxe, et des travaux publics qui diffusent la peur et la haine de l'autre ; une police de plus en plus autonome ; une armée qui exprime dans la presse qu'elle est prête à une action forte, une répression de très haute intensité ; si Le Pen gagne le pouvoir par les urnes, elle n'aura plus qu'à s'installer !

Fascisation n'est pas fascisme

La démocratie des dominants, au service de leurs intérêts, qui consiste essentiellement à neutraliser notre classe, n'est ni à réformer ni à approfondir comme le proposent les gauches qui gèrent les institutions. Notre démocratie, au contraire, s'inscrit dans les grandes heures des mouvements d'émancipation ; la Commune en est une ! Alors l'antifascisme ne peut être un combat à part, il doit être « constituant » de l'ensemble de nos terrains de lutte, à l'intérieur de toutes les autres, syndicalisme, féminisme, antiracisme, écologie... Pour aller jusqu'au bout dans l'unité et enfin renverser le système capitaliste. La menace fasciste est sérieuse, notre détermination et notre préparation doivent l'être beaucoup plus !

Roseline Vachetta

Paru dans le n°394 de *solidarités* (Suisse)

Bande dessinée

Bob Morane - Les 100 démons de l'Ombre jaune

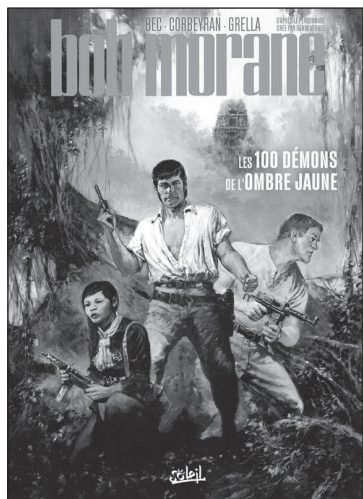
Scénario Bec-Corbeyran, dessin Paolo Grella, éditions Soleil, 56 pages 14,95 euros.

« Égaré dans la vallée infernale
Le héros s'appelle Bob Morane »¹

L'aventurier total est de retour ! Dans la jungle vietnamienne cette fois, en pleine guerre coloniale, période française où les militaires (général en tête) « à la vue basse et au béret un peu trop enfoncé » laisseront leur peau. Henri Vernes², le créateur du personnage, décédé fin juillet 2021, n'aura pas eu le temps de « voir » (à 102 ans, il était malheureusement devenu aveugle) la reprise des aventures de son héros.

L'aventure « cartoon » encore et toujours !

Après un reboot vraiment raté il y a quelques années, les éditions Soleil ont cette fois mis le paquet en s'adjoignant les services de deux scénaristes expérimentés Bernard Bec et Richard Corbeyran et du talentueux jeune dessinateur d'origine italienne Paolo Grella. L'intention est claire : réinventer l'aventure, réinterpréter les personnages par une relecture de l'univers d'Henri Vernes autrefois mis en image par le regretter William Vance³. Répondant sans doute à un besoin réel des amateurs de BD pour les récits d'aventures, ce premier tome, un récit complet, cartonne dans les ventes en librairie.



Quand l'oncle Hô se laisse séduire par la redoutable Ombre jaune

1954. L'Ombre jaune a créé une armée de guerrières clonées (clin d'œil aux fameux « Guerriers » d'Henri Vernes) qui massacrèrent les soldats français en Indochine et laisse planer la menace du réveil des cents démons du Lac-Long-Quan. Une vieille légende qui terrifie la communauté locale Hmong et les soldats français. « Désarmé », l'état-major français confie à Bob Morane et Bill Ballantine, sous couvert d'une mission

d'aide aux troupes françaises, de percer le secret et si possible de l'anéantir. Nos deux héros sont donc parachutés, en compagnie d'un scientifique et de soldats d'élite, au nord de l'Indochine, en zone contrôlée par la guérilla d'Hô-Chi-Minh. Ils ne seront pas accueillis par les guérilleros mais par les redoutables guerrières clonées. Après maintes péripéties, ils découvriront que leur redoutable ennemi, Ming ou l'Ombre jaune, tient sous son emprise le dirigeant révolutionnaire et s'apprête bien à donner vie à la redoutable légende.

Jungle et science-fiction

Les vieux amateurEs de la série seront déçus d'apprendre que le compère écossais Bill Ballantine n'avait pas encore sauté en parachute et qu'il pouvait avoir la frousse mais le scénario nerveux dès la première page et ses rebondissements multiples font oublier ce petit détail. Le récit parfaitement rythmé glisse peu à peu vers une SF contemporaine, relativement violente et au suspense entretenu. Le dessin à la fois réaliste ou fantastique selon les nécessités redonne vraiment chair aux personnages et à l'univers de la série. Un petit reproche quand même sur la couleur verte employée outre-mesure. La jungle, en effet, même en 1954, n'a jamais été aussi continue et profonde.

Henri Vernes, dans la préface qu'il écrivit un peu avant sa mort, souhaitait que ce premier volume soit un succès et le prélude à d'autres. C'est le cas et l'aventure peut continuer. À suivre...

Sylvain Chardon

1 – Premier couplet de la chanson d'Indochine

« L'Aventurier ».

2 – Voir l'Anticapitaliste n°580 du 2 septembre 2021.

3 – Décédé en 2018. Dessinateur, entre autres, de Bruno Brazil, Bob Morane et XIII.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

Roman

L'Eau rouge, de Jurica Pavičić

Éditions Agullo Noir, 384 pages, 22 euros.



L'Eau rouge est le premier roman traduit en français du Croate Jurica Pavičić. Septembre 1989, c'est la dernière fin d'été en Yougoslavie (un pays dont il est courant aujourd'hui de considérer qu'il était une aberration condamnée dès le départ alors qu'il a représenté un moment un réel espoir – mais cela excéderait les limites de cet article). À Misto, petite localité de la côte dalmate, il fait beau, la vie semble tranquille et il y a du travail. Brusquement, Silva Vela, étudiante de 17 ans, disparaît. La vie de la famille va s'en trouver bouleversée. Mais aussi celle de plusieurs jeunes qui la connaissaient et vont faire figure de suspects. L'inspecteur Gorki Sain, venu spécialement de Split, la ville voisine, mène l'enquête.

Sur fond d'effondrement de la Yougoslavie

Mais un deuxième évènement bien plus ample va s'entremêler avec la disparition de Silva. 1990 marque le début de l'effondrement de la Yougoslavie. Partout, en Croatie, les emblèmes nationalistes et catholiques remplacent les portraits de Tito. Sain perd son poste : dans la Croatie indépendante, il ne fait pas bon porter le nom d'un célèbre combattant antifasciste et communiste de la Seconde Guerre mondiale auquel, au surplus, on a donné Gorki comme prénom en souvenir de l'écrivain russe. Puis la guerre va éclater ; certains jeunes de Misto sont embrigadés dans la nouvelle armée croate.

L'enquête s'enlise et le successeur de Gorki, suppôt du nouveau régime, considère le dossier comme clos malgré les pressions de la famille. Celle-ci ne se résigne pas et le frère jumeau de Silva, Mate, va de façon obsessionnelle (d'abord avec son père, puis seul) y consacrer une bonne partie de son temps, parcourant toute l'ex-Yougoslavie et au-delà.

Au fil du roman, qui s'étend sur une trentaine d'années, on voit s'éclaircir la personnalité de Silva et sa part d'ombre que ne connaissait pas sa famille. Mais les causes de sa disparition restent mystérieuses et taraudent ceux qui l'ont connue.

Un « borbier clérical et étriqué »

La guerre s'achève et la Croatie nouvelle se construit. Il y a eu des morts mais aussi des ascensions sociales fulgurantes. À Misto, c'est désormais l'ère du capitalisme et des touristes. Mais Mate est toujours en quête de sa sœur.

Quant à Gorki, il travaille désormais dans l'immobilier touristique. La nouvelle société lui déplaît mais il s'est « adapté ». Il revient à Misto pour acquérir des terrains pour la firme irlandaise qui l'emploie et obtiendra ensuite de politiciens corrompus toutes les autorisations nécessaires pour y construire villas, résidences et marinas. Son retour à Misto ravive en lui le souvenir de Silva et l'amertume d'une enquête inachevée.

En dépit de quelques longueurs et maladresses, ce polar mérite d'être lu. Au-delà de l'enquête, il décrit avec talent certaines des réalités de la Croatie indépendante, à proximité de la ville historique de Split, une localité qui, au-delà, du tourisme reste par bien des côtés un « borbier clérical et étriqué » pour reprendre une expression de Pavičić dans une interview.

Henri Wilno

ASSURANCE CHÔMAGE « Les plus impactés par la réforme seront les plus précaires »

Peux-tu revenir sur les principales dispositions de la réforme de l'assurance chômage que le gouvernement compte mettre en œuvre au 1^{er} octobre ?

Les principales dispositions de la réforme de l'assurance chômage doivent, selon le gouvernement, être mises en œuvre en deux temps. Tout d'abord, au 1^{er} octobre c'est le mode de calcul du salaire journalier de référence (SJR) qui doit changer. Ce changement concerne 1,15 million de chômeurs et chômeuses qui vont voir leurs droits baisser de manière significative à partir de cette date. Les plus impactés par ce changement de mode de calcul seront celles et ceux qui, parmi les privéEs d'emploi, sont déjà les plus précaires, notamment toutes les personnes qui ont un emploi discontinu (saisonnierEs, travailleurs et travailleuses dans l'événementiel, guide conférencierEs...). Le deuxième temps se fera à partir du 1^{er} janvier, où, là, c'est le durcissement du seuil d'accès aux indemnités qui va entrer en jeu. Avec cette mesure ce sont au moins 500 000 chômeurs et chômeuses qui vont sortir du système d'indemnisation. Ce sont aussi 50 000 cadres qui verront baisser leurs indemnités à cause de la dégressivité mise en application au 1^{er} janvier également.

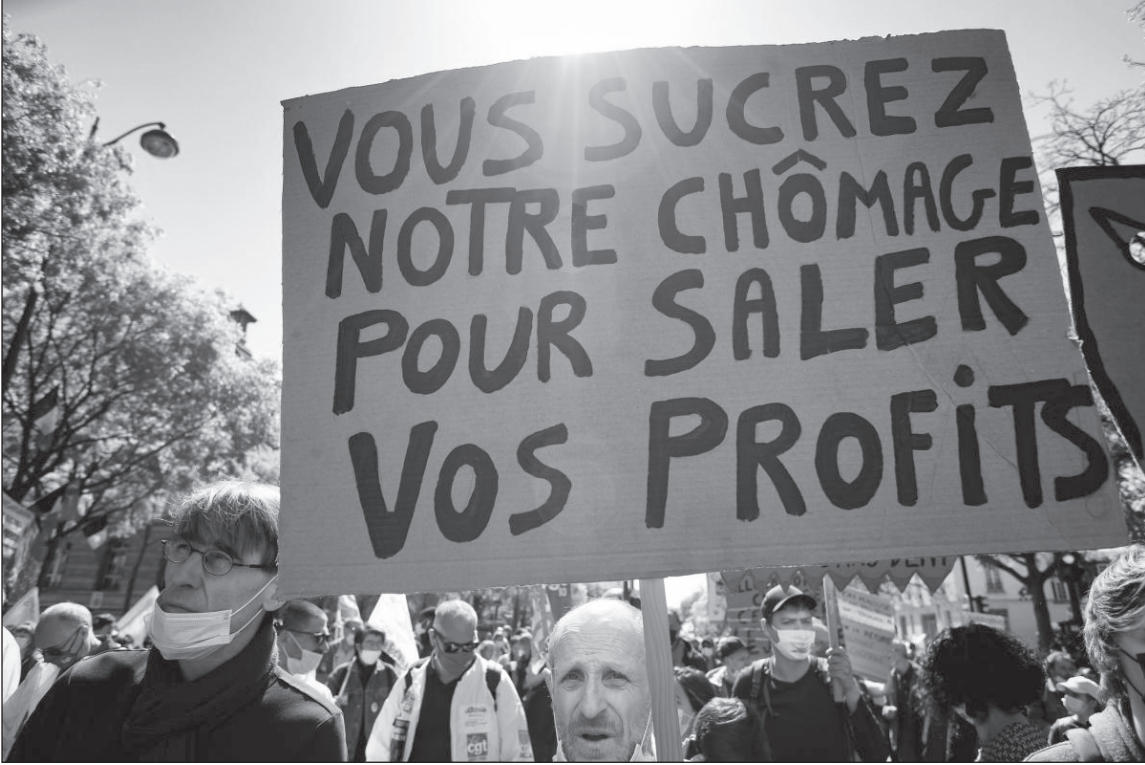
Face aux mensonges gouvernementaux, peux-tu donner quelques éléments sur la réalité du chômage aujourd'hui ?

Depuis la rentrée, plusieurs déclarations ont été faites par le gouvernement à travers la voix de sa ministre du Travail, Elisabeth Borne. Tout d'abord elle nous ressort la soupe du « chômeur/profiteur » qui vivrait mieux au chômage qu'en travaillant, et que c'est pour ça qu'il ne cherche pas de travail. Tout d'abord il ne faut pas oublier qu'en France, près de 6 chômeurs ou chômeuses sur 10 ne sont pas indemnisés. Ensuite, plusieurs enquêtes menées par les syndicats et associations de chômeurEs montrent que le revenu mensuel moyen des indemnités se situe en dessous du seuil de pauvreté. Quand on vit avec 500 euros ou moins par mois, il est en effet difficile de chercher du travail. Comment consacrer une partie de son temps à la recherche d'un emploi lorsque chaque jour est une survie ? Ensuite, Mme Borne nous dit qu'il y a plus d'un million d'annonces d'emploi non pourvues à ce jour. Après étude, notamment par le comité de chômeurs CGT, près de 60 % des offres sur le site poleemploi.fr sont soit inexistantes, soit mensongères soit illégales. On est donc très loin des propos avancés par la ministre du Travail.

En juin dernier, le Conseil d'État avait suspendu les règles de calcul du montant de l'allocation chômage prévues par le gouvernement en raison des incertitudes pesant sur la situation économique. Quelle est la position du pouvoir aujourd'hui?

Aujourd'hui le gouvernement veut faire passer cette réforme quoi qu'il arrive, sans respecter la décision du Conseil d'État. Bien sûr, ils ont revu une partie de leur copie suite à la décision prise par le même Conseil d'État fin juin, du fait des recours juridiques déposés par plusieurs organisations syndicales et associations de chômeurs et chômeuses,

Entretien. Le 1^{er} octobre est la date de l'entrée en vigueur de la contre-réforme de l'assurance chômage, qui va encore un peu plus dégrader les conditions d'indemnisation des chômeurEs. À cette occasion, nous nous sommes entretenus avec **Simon**, qui fut l'un des occupantEs de l'Odéon au printemps dernier lors de la mobilisation exigeant la suppression de cette contre-réforme.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

mais il ne sont pas revenus sur le fond de cette réforme qui doit faire faire à l'État plusieurs milliards d'euros d'économie sur le dos des plus précaires, quand l'État continue les cadeaux fiscaux et les perfusions financières aux grandes entreprises.

Les confédérations syndicales semblent vouloir de nouveau saisir le Conseil d'État. Sur quelles bases ?

Tout d'abord parce que cette réforme est indigne et que dans la période que nous vivons actuellement il faudrait se pencher sur une vraie politique de l'emploi et de l'indemnisation des privés d'emploi plutôt que de les condamner à encore plus de précarité. Cette réforme avait été rédigée à une période où il semblait y avoir un mieux au niveau de l'emploi, mais la situation économique n'a pas changé, il n'y a aucune amélioration des chiffres du chômage. Seule une légère diminution des chômeurs et chômeuses de catégorie A, mais qui n'est en rien significative, permet à l'État de s'appuyer pour faire passer sa réforme « quoi qu'il en coûte ».

En dehors de cette bataille juridique, quelles ripostes sont en préparation par les organisations syndicales, les organisations de chômeursSes ?

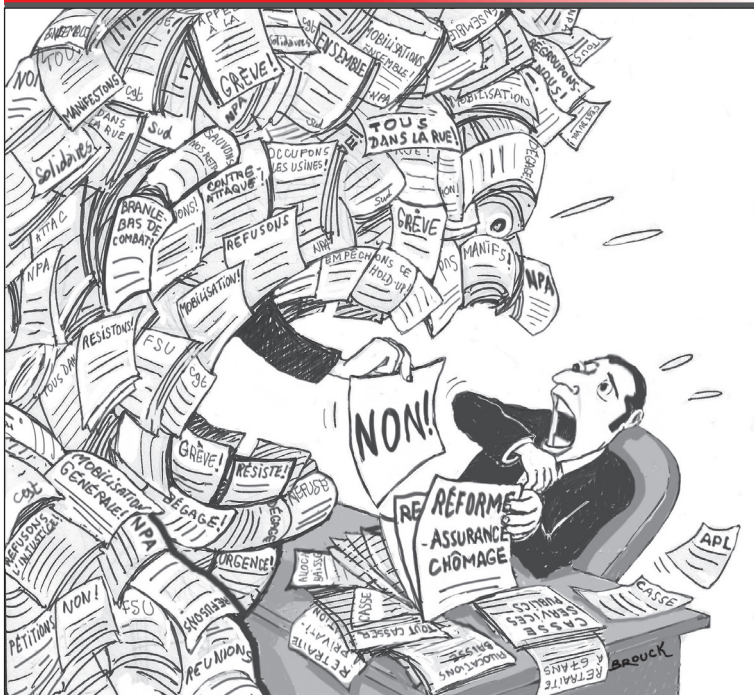
Il est et a toujours été très difficile de mobiliser sur le thème de l'assurance chômage. Tout d'abord parce qu'il est difficile de mobiliser les chômeurs et chômeuses, et aussi parce que c'est une problématique qui a du mal à s'ancrer dans le monde du travail. Pourtant, cela n'aura échappé à personne, nous ne sommes plus dans une situation de plein emploi. Aujourd'hui les carrières longues dans une seule et même entreprise se font de plus en plus rares et de plus en plus de travailleurs et travailleuses se retrouvent confrontés au chômage à un moment ou un autre de leur parcours professionnel. De plus, dans la situation actuelle, il est

primordial de comprendre que de bonnes conditions d'indemnisation chômage permettent aux personnes qui ont un emploi de négociier de bonnes conditions de travail. En effet lorsqu'un travailleur ou une travailleuse sait que le solidarité interprofessionnelle va le ou la prendre en charge en cas de perte d'emploi ou d'emploi discontinu, alors il ou elle n'accepte plus de travailler à n'importe quel salaire et dans n'importe quelles conditions. Pour ce qui est de la mobilisation, nous avons vu, suite à l'occupation du Théâtre national de l'Odéon, plus de cent lieux de culture occupés au printemps pour exiger le retrait de cette réforme. Cette mobilisation a permis de soutenir les différents recours devant le Conseil d'État et a vu, au mois de juin, le report de l'application de la réforme au 1^{er} octobre. De cette mobilisation est née un mouvement national qui s'appelle « Occupons partout ».

Depuis la rentrée, un peu partout en France, les assemblées générales de ce mouvement ont eu lieu pour réfléchir aux modes d'actions à mettre en œuvre contre cette réforme. À Paris la première AG a eu lieu à l'appel de ce mouvement et de la CGT-Spectacle le 6 septembre. Une autre a eu lieu ce lundi 27 septembre. Plusieurs autres actions sont organisées. Ce lundi, par exemple, des militantEs d'association de chômeurs (APEIS), du comité national de chômeurs CGT et d'Occupation Odéon se sont rendus à l'agence Pôle emploi de Vitry-sur-Seine pour y interpeller la ministre du Travail, qui venait y faire une opération de communication. Cette semaine, jusqu'au 1^{er} octobre, devrait être une semaine d'animations et d'actions autour de cette réforme, et ce au niveau national.

Bien sûr le prochain grand rendez-vous que nous avons est la manifestation du 5 octobre.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

À BERLIN, LES SPÉCULATEURS DE L'IMMOBILIER BIENTÔT EXPROPRIÉS ?

L'exaspération des Berlinoïsi vis-à-vis de l'inflation des prix de leurs loyers est à la hauteur du choc provoqué par le résultat du référendum qui leur était soumis dimanche à l'occasion des élections régionales dans la ville-État. Contre toute attente, 56,4 % des électeurs de la capitale s'étant déplacés ont voté en faveur de l'expropriation des sociétés immobilières détenant plus de 3 000 appartements. C'est dix points de plus que ne l'anticipaient les sondages.

« Nous voulons chasser les spéculateurs et les requins de l'immobilier de cette ville », a déclaré, sous les acclamations des militants, Rouzbeh Taheri, porte-parole de l'association « Exproprier Deutsche Wohnen & Co » (« Deutschen Wohnen & Co Enteignung ») à l'origine de l'initiative. Ce référendum, qui a enregistré un taux de participation de 72 %, n'est pas juridiquement contraignant. Mais il pourrait signifier le transfert d'environ 240 000 appartements dans le domaine public, dont ceux du leader du marché berlinois, Deutsche Wohnen, qui en possède plus de 100 000 unités à Berlin.

Alors que les loyers ont quasiment doublé en dix ans dans la capitale, la décision au printemps dernier de la Cour de Karlsruhe d'invalider le plafonnement des prix a accru l'amertume de la population, dont 84 % est locataire. « J'attends du prochain gouvernement régional, quelle que soit la forme qu'il prendra, qu'il inscrive dans son accord de coalition une feuille de route claire pour la rédaction d'une loi de socialisation [des logements] et qu'elle commence à la préparer immédiatement », a prévenu Rouzbeh Taheri. Après une soirée de suspens, le scrutin régional a vu le SPD en prendre la tête avec 21,4 % des voix sous la houlette de Franziska Giffey, devant les Verts (18,9%). Le proche du candidat à la chancellerie Olaf Scholz a déjà affirmé son refus d'exproprier les compagnies immobilières, promettant d'accélérer la construction de logements. La réponse à apporter à ce vote populaire influencera sans doute la formation de la coalition qu'elle parviendra à former. L'attelage actuel du SPD avec les Verts et la gauche radicale (die Linke) pourrait se prolonger, mais d'autres coalitions plus au centre et proches du profil de Franziska Giffey sont aussi possibles. Même au sein de cette formation très à gauche, seule die Linke défend clairement le principe d'une expropriation et en fait une ligne rouge des négociations, tandis que les Verts et le SPD sont divisés.

Ninon Renaud, « Les Berlinoïses votent pour l'expropriation des grands promoteurs immobiliers », lesechos.fr, 27 septembre 2021.

l'Anticapitaliste

**Pour découvrir
notre presse, profitez de
notre promotion d'essai :**

**12€ = 3 MOIS
D'HEBDO**
*ainsi qu'un numéro cadeau
de notre revue mensuelle*

s'abonner par chèque,

retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €	<input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai		Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €		

ÉTRANGER-

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique,

cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire
accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
<p>Hebdo</p> <p><input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre</p>	<p>Mensuel</p> <p><input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre</p>	<p>Hebdo + Mensuel</p> <p><input type="checkbox"/> 30 € par trimestre</p>
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
<p>Hebdo</p> <p><input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre</p>	<p>Mensuel</p> <p><input type="checkbox"/> 10 € par trimestre</p>	<p>Hebdo + Mensuel</p> <p><input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre</p>

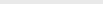
Titulaire du compte à débiter _____

Nom : Prénom :
Adresse :

Adresse :
Code postal : Ville :
N° - 71 -

Désignation du compte à débiter _____

IBAN

[illegible]

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle : si une demande de remboursement doit

conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR42777554755

Numero ICS : FR43ZZZ554755

Date : _____ Signature obligatoire _____

Date Signature obligatoire

www.bng2000.org

www.npd2009.org